

COMMUNE D'AUDERGHEM.

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL **DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2010 A 20 H 04.**

2. **ESPACE PUBLIC**: Aménagement d'une classe de l'Institut Auderghémois de Promotion Sociale (IAPS) – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
3. **ESPACE PUBLIC**: Insonorisation d'une classe de l'Institut Auderghémois de Promotion Sociale (IAPS) – Marché par Procédure négociée sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
4. **ESPACE PUBLIC**: Elagage et entretien des deux marronniers au Centre scolaire Les Marronniers – Marché par Procédure négociée sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
5. **ESPACE PUBLIC**: Placement de stores à la crèche Les Oursons –Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale - COMMUNICATION.
6. **ESPACE PUBLIC**: Remplacement du revêtement de sol de la crèche Les Oursons – Marché par procédure négociée sur simple sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
7. **ESPACE PUBLIC**: Remplacement du revêtement de sol dans une classe de l'Académie – Marché par Procédure négociée sur simple sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
8. **ESPACE PUBLIC**: Remplacement de l'extracteur dans la cuisine du Centre culturel – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
9. **ESPACE PUBLIC**: Fourniture de matériel d'éclairage pour le Centre culturel - Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale. – COMMUNICATION.
10. **ESPACE PUBLIC**: Entretien ponctuel de divers espaces verts – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
11. **ESPACE PUBLIC**: Installation d'un système d'alarme incendie et d'un éclairage de secours dans la crèche Les Oursons – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
12. **ESPACE PUBLIC**: Acquisition d'un columbarium pour le cimetière – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
13. **ESPACE PUBLIC**: Travaux de terrassement pour exhumations au cimetière – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
14. **ESPACE PUBLIC**: Achat de mobilier urbain – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
15. **ESPACE PUBLIC**: Remplacement de la citerne du Plan Vert – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
16. **FINANCES-RECETTE**: Acquisition de mobilier de bureau – Marché par procédure négociée sans publicité – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale – COMMUNICATION.
17. **RESSOURCES HUMAINES**: Coaching des Chefs de services. – COMMUNICATION.
18. **ESPACE PUBLIC**: Remplacement du poste de commande d'un feu tricolore avenue Van Horenbeeck – Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale – Ratification.

19. **SPORTS**: Adoption d'un règlement d'occupation et d'ordre intérieur au Gymnasium.
20. **PREVENTION**: Convention Plan Local de Prévention et de Proximité. – Approbation de la convention Plan Local de Prévention et de Proximité de la commune d'Auderghem 2010 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Auderghem.
21. **PREVENTION**: Convention 2009 entre le Ministère de la Justice et la Commune d'Auderghem.
22. **BÂTIMENTS-PUBLICS (Investissements)**: Gymnasium – Convention Institut Saint-Julien-Parnasse – Occupation de salles de sports.
23. **SOLIDARITEIT-COORDINATIONS SOCIALES**: Liquidation des subventions prévues au budget 2010 aux associations patriotiques et philanthropiques.
24. **JEUNESSE**: Liquidation des subventions prévues au budget 2010.
25. **BIBLIOTHEQUE NEERLANDOPHONE**: Convention entre la Commune et le Collège de la Commission Communautaire flamande relative au raccordement de la Bibliothèque communale néerlandophone au « Brussels netwerk openbare bibliotheken »
26. **FINANCES-RECETTE**: Compte budgétaire – Balance et compte de résultats du Centre Public d'Action Sociale – Exercice 2009 – Approbation.
27. **FINANCES-RECETTE**: Budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Blankedelle – Approbation.
28. **FINANCES-RECETTE**: Budget de l'Exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Anne – Avis.
29. **ECONOMAT**: Expédition du courrier communal – Ratification du nouveau contrat avec la Poste.
30. **FINANCES-REMUNERATIONS**: Approbation par le Conseil communal de la convention du 24 septembre 2010 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune prévoyant l'octroi d'une subvention spéciale, pour 2010, visant à financer à hauteur de 1% les augmentations barémiques cumulées de 2% des 1^{er} juillet 2004 et 1^{er} janvier 2005, pour l'ensemble des agents, et au 1^{er} avril 2006 pour le Secrétaire et le Receveur.
31. **FINANCES-REMUNERATIONS**: Approbation par le Conseil communal de la convention du 24 septembre 2010 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune prévoyant l'octroi d'une subvention spéciale, pour 2010, visant à financer à hauteur de 2% les augmentations barémiques cumulées de 3% des 1^{er} mars 2007 et 1^{er} janvier 2008, pour les agents de niveaux D et E.
32. **FINANCES-REMUNERATIONS**: Approbation par le Conseil communal de la convention du 24 septembre 2010 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune prévoyant l'octroi d'une subvention spéciale, pour 2010, visant à financer à hauteur de 2% l'augmentation barémique de 3% du 1^{er} janvier 2009, pour les agents de niveau C.
33. **FINANCES-TAXES**: Modification du règlement: « Taxe sur l'occupation de biens communaux ».
34. **SERVICE JURIDIQUE**: Protocole d'accord avec la STIB relatif aux Atribus – Avenant.
35. **SERVICE JURIDIQUE**: Introduction d'un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté d'annulation de la Région de Bruxelles-Capitale du règlement taxe relatif à la récupération des frais occasionnés par la poursuite du paiement des créances de la commune à charge de tiers – Représentation de la Commune par 2 agents communaux.
36. **SERVICE JURIDIQUE**: Convention relative au subside régional en matière de sanctions administratives communales.
37. **SERVICE JURIDIQUE**: Intervention au Conseil d'Etat dans le cadre du recours en annulation introduit par le Syndicat National des Propriétaires et Copropriétaires à l'encontre de la Commune de Schaerbeek (affaire inscrite au rôle sou le n°G/A 196.791/XV-1294).
38. **SERVICES JURIDIQUE ET URBANISME**: Immeuble sis avenue des Volontaires, 13 – Action en justice pour obtenir la remise en pristin état de l'immeuble.

39. **SERVICES JURIDIQUE ET TAXES:** Appel du jugement n° 253 du 23 juin 2010 rendu par la 32^{ème} chambre du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Commune d'Auderghem/Mobistar (affaire inscrite au rôle sous le N°R.G.N°2008/6723/A).
40. **REGIE FONCIERE:** Cession à titre gratuit de la salle de gymnastique du Clos des Trois Fontaines par la Commune à l'A.S.B.L. « Ecole Sainte-Bernadette ».
41. **REGIE FONCIERE:** Bail emphytéotique d'intérêt général d'immeubles sis rue de la Stratégie n° 30 et 32.
42. **SECRETARIAT:** Contrats de stationnement dans le parking communal, niveaux -1 et -2 – Approbation.
43. **RESSOURCES HUMAINES:** Renouvellement de la convention prise entre l'Etat Fédéral et la Commune d'Auderghem et relative à l'engagement d'une médiatrice en matière d'application du règlement général de police.
44. **RESSOURCES HUMAINES:** Arrêté du 1 juillet 2010 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi aux communes d'une subvention permettant l'engagement des jeunes issus de l'alternance au sein des administrations communales. – Convention.
45. **CULTURE:** Liquidation des subventions prévues au budget de l'exercice 2010.
46. **CULTURE:** Subside en faveur de l'ASBL « Association Artistique d'Auderghem » - Exercice 2010.
47. **CABINET DU BOURGMESTRE:** Plan Général d'Urgence et d'Intervention (PGUI).
48. Approbation du procès-verbal de la séance publique du Conseil communal du jeudi 24 juin 2010.

GEMEENTE OUDERGEM

DAGORDE VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG 23 SEPTEMBER 2010 OM 20.04 UUR.

2. **PUBLIEKE RUIMTE:** Inrichting van een klas van het “Institut Auderghemois de Promotion Sociale (IAPS)” – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet. MEDEDELING.
3. **PUBLIEKE RUIMTE:** Geluidsisolatie van een klas in het “Institut Auderghemois de Promotion Sociale (IAPS)” – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet. MEDEDELING.
4. **PUBLIEKE RUIMTE:** Snoeien en onderhouden van de twee kastanjabomen in het “Centre scolaire Les Marronniers”- Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet. MEDEDELING.
5. **PUBLIEKE RUIMTE:** Plaatsen van rolgordijnen in de kribbe “Les Oursons” – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
6. **PUBLIEKE RUIMTE:** Vervangen van de Vloerbedekking in de kribbe “Les OURSONS” – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
7. **PUBLIEKE RUIMTE:** Vervangen van de vloerbekleding in een klas van de Academie – Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – MEDEDELING.
8. **PUBLIEKE RUIMTE:** Vervangen van de afzuiginstallatie in de keuken van het Cultureel Centrum – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
9. **PUBLIEKE RUIMTE:** Levering van verlichtingsmateriaal voor het Cultureel centrum – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
10. **PUBLIEKE RUIMTE:** Regelmatig onderhoud van verschillende groene zones – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.

11. **PUBLIEKE RUIMTE**: Installatie van een brandalarmsysteem en een noodverlichting in de kribbe “Les Oursons” – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
12. **PUBLIEKE RUIMTE**: Aankoop van een columbarium voor het Kerkhof – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
13. **PUBLIEKE RUIMTE**: Grondwerken voor opgravingen in het kerkhof – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
14. **PUBLIEKE RUIMTE**: Aankoop van stadsmeubilaire – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
15. **PUBLIEKE RUIMTE**: Vervanging van de tank van de Groendienst – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet – MEDEDELING.
16. **FINANCIEN-ONTVANGERIJ**: Aankoop van bureaumeubilair – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet - MEDEDELING.
17. **HUMAN RESOURCES**: Coaching van Diensthoofden. – MEDEDELING.
18. **PUBLIEKE RUIMTE**: Vervanging van de bedieningskast van een verkeerslicht in de Van Horenbeecklaan – Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet – Bekrachtiging.
19. **SPORT**: Aanneming van een reglement van bezetting en interne orde in het Gymnasium/
20. **PREVENTIE**: Overeenkomst Lokaal Preventie en Nabijheidsplan – Goedkeuring van de Overeenkomst Lokaal Preventie en Nabijheidsplan 2010 van de Gemeente Oudergem tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem.
21. **PREVENTIE**: Overeenkomst 2009 tussen het Ministerie van Justitie en de Gemeente Oudergem.
22. **OPENBARE GEBOUWEN (investerings)**: Gymnasium – Overeenkomst Saint-Juliaan Parnasse Instituut – Gebruik van sportzalen.
23. **SOLIDARITEIT-SOCIALE COORDINATIE**: Uitkering van de toelagen ingeschreven in de begroting van 2010 ten voordele van vaderlandslievende en filantropische verenigingen.
24. **JEUGD**: Uitkering van de toelagen ingeschreven in de begroting van 2010.
25. **NEDERLANDSE BIBLIOTHEEK**: Overeenkomst tussen de Gemeente en het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie betreffende de aansluiting van de Gemeentelijke nederlandstalige bibliotheek op het “Brussels netwerk openbare bibliotheken”.
26. **FINANCIEN-ONTVANGERIJ**: Begrotingsrekening – Balans en resultatenrekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn – Dienstjaar 2009 – Goedkeuring.
27. **FINANCIEN-ONTVANGERIJ**: Begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek Onze-Lieve Vrouw Blankedelle – Goedkeuring.
28. **FINANCIEN-ONTVANGERIJ**: Begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek Sint-Anna – Advies.
29. **ECONOMAAT**: Verzending van de gemeentebrieven – Bekrachtiging van het contract met De Post.
30. **FINANCIËN-BEZOLDIGINGEN**: Goedkeuring door de Gemeenteraad van de overeenkomst van 24 september 2010 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente, die de toekenning voorziet van een bijzondere toelage voor 2010, ten einde, met 1% de gecumuleerde baremaverhogingen van 2% toegestaan op 1 juli 2004 en 1 januari 2005 voor het voltallige personeel en 1 april 2006 voor de Gemeentesecretaris en voor de Gemeenteontvanger financieren.
31. **FINANCIËN-BEZOLDIGINGEN**: Goedkeuring door de Gemeenteraad van de overeenkomst van 24 september 2010 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente, die de toekenning voorziet van een bijzondere toelage voor 2010, ten einde, met 2% de gecumuleerde baremaverhogingen van 3% toegestaan op 1 maart 2007 en 1 januari 2008 voor de beambten van de niveaus D en E financieren.

32. **FINANCIËN-BEZOLDIGINGEN**: Goedkeuring door de Gemeenteraad van de overeenkomst van 24 september 2010 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente, die de toekenning voorziet van een bijzondere toelage voor 2010, ten einde, met 2% de gecumuleerde baremaverhoging van 3% toegestaan op 1 januari 2009 voor de beampten van het niveau C financieren.
33. **FINANCIËN-BELASTINGEN**: Wijziging van het reglement: “Belasting op het gebruik van de gemeentegoederen”.
34. **JURIDISCHE DIENST**: Wijziging aan het ontwerpakkkoord met de MIVB betreffende de bushaltes – Aanhangsel.
35. **JURIDISCHE DIENST**: Indiening van een vernietigingsberoep tegen de vernietigde besluit van Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de Belastingreglement betreffende de recuperatie van onkosten veroorzaakt door de vervolging van de betaling van de vorderingen van de gemeente ten laste van derde genomen – Vertegenwoordiging van de gemeente door 2 gemeentelijke agenten.
36. **JURIDISCHE DIENST**: Overeenkomst betreffende de Gewestelijke subsidie betreffende de gemeentelijke administratieve sanctie.
37. **JURIDISCHE DIENST**: Vordering tot tussenkomst bij de Raad van Staten inzake het annulatieberoep ingediend door het Nationaal Syndicaat van Eigenaars en Mede-eigenaars tegen de Gemeente Schaarbeek (Rol Nr G/A 196.791/XV-1294).
38. **JURIDISCHE DIENST EN STEDENBOUW**: Gebouw gelegen Vrijwilligerslaan, 13 – Vordering om het herstel in de vorige staat te bereiken.
39. **JURIDISCHE DIENST EN BELASTINGEN**: Beroep tegen de beslissing nr 253 van 23 juni 2010 door de 32de kamer van 1ste aanleg van Brussel, Gemeente Oudergem/Mobistar (ingeschreven onder nr R.G. 2008/6723/A).
40. **REGIE VOOR GRONDBELEID**: Gratis overdrachtsakte van de turnzaal gelegen Driefonteingaarde door de Gemeente aan de V.Z.W. “Ecole Sainte-Bernadette”.
41. **REGIE VOOR GRONDBELEID**: Erfpacht van algemeen nut voor gebouwen gelegen 30-32 Krijgskundestraat.
42. **SECRETARIAAT**: Parkeerovereenkomsten in de parking van het gemeentehuis, niveau -1 en -2. – Goedkeuring.
43. **HUMAN RESOURCES**: Vernieuwing van de overeenkomst tussen de Federale Staat en de Gemeente Oudergem betreffende de aanwerving van een bemiddelaarster in verband met de toepassing van het algemene politie reglement.
44. **HUMAN RESOURCES**: Besluit van 1 juli 2010 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toekenning aan de gemeentes van een subsidie voor de aanwerving van jongeren uit het deeltijds onderwijs in de gemeentelijke administratie. – Overeenkomst.
45. **CULTUUR**: Uitbetaling der toelagen ingeschreven in de begroting van het dienstjaar 2010.
46. **CULTUUR**: Subsidie ten gunste van de V.Z.W. “Kunstvereniging van Oudergem” – Dienstjaar 2010.
47. **KABINET VAN HET BURGEMEESTER**: Algemeen Nood- en Interventieplan (ANIP).
48. Goedkeuring van de notulen van de openbare vergadering van de Gemeenteraad van donderdag 24 juni 2010.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2010 A 19.34 HEURES.

PROCES-VERBAAL VAN DE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG 23 SEPTEMBER 2010 OM 19.34 UUR.

Aanwezig :
Burgemeester – Voorzitter

Présents :
Bourgmestre - Président
Didier GOSUIN

Schepenen :
Bruno COLLARD, Alain LEFEBVRE, Pascale DESPINETO, Suzanne COOPMANS, Jannine CRUCIFIX, Christian COPPENS.

Echevins :

Président du C.P.A.S.:

Voorzitter van het O.C.M.W.:

Vincent MOLENBERG.

Gemeenteraadsleden :

Conseillers communaux :

Bernard NOEL, Yvette MELERY-CHARLES, Jean-Claude VITOUX, Véronique JAMOULLE, Isabelle DESIR, Alan KEEPEN, Claire LEYTENS, Michel WAUTERS, Jacqueline FRAVEZZI, Pierre-Yves HERZL, Marie-Pierre BAUWENS, Véronique ARTUS, Sophie de VOS, Christophe HARDY, Claire VAN BELLINGHEN, Alain HIRSCH, Carinne LENOIR.

Gemeentesecretaris :

Secrétaire communal :

Etienne SCHOONBROODT.

Verontschuldigd :

Excusés :

Geenteraadsleden :

Conseillers communaux :

Georges DEFOSSET, Johan BUYCK, Annick SOMMER, Luc TOUSSAINT, Alain DESTEXHE.

Monsieur Vincent MOLENBERG, Président du C.P.A.S., entre en séance après le 10ème objet et quitte la séance pour le huis clos.

De Heer Vincent MOLENBERG, Voorzitter van het O.C.M.W., komt de zitting binnen na het 10^{de} voorwerp en verlaat de zitting voor de besloten zitting.

Jean-Claude VITOUX, Conseiller communal, entre en séance après le 19^{ème} objet.

Jean-Claude VITOUX, Gemeenteraadslid, komt de zitting binnen na het 19de voorwerp.

SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE ZITTING

23.09.2010/A/001

2EME OBJET

**ESPACE PUBLIC AMENAGEMENT D'UNE CLASSE DE L'INSTITUT
AUDERGHEMOIS DE PROMOTION SOCIALE (IAPS) –
MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE
FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 25.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour les travaux imprévus dans les bâtiments scolaires et dans les crèches ;

Vu que la dépense est estimée à ± 5.000 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 30 mars 2010, réf.30.03.2010/B/010 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;
- de la décision du Collège échevinal du 30 mars 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/001

2E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE INRICHTING VAN EEN KLAS VAN HET "INSTITUT
AUDERGHEMOIS DE PROMOTION SOCIALE (IAPS) –
OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP
AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 25.000 € voorzien is voor onvoorziene werken in descholen et kribbes;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 5.000 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 30 maart 2010, ref. 30.03.2010/B/010 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 30 maart 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/002

3EME OBJET

**ESPACE PUBLIC INSONORISATION D'UNE CLASSE DE L'INSTITUT
AUDERGHEMOIS DE PROMOTION SOCIALE (IAPS) - MARCHE
PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE
ACCEPTEE – COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 25.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour les travaux imprévus dans les bâtiments scolaires et dans les crèches ;

Vu que la dépense est estimée à ± 3.000 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 30 mars 2010, réf. 30.03.2010/B/011 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;
- de la décision du Collège échevinal du 30 mars 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/002

3E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE GELUIDSISOLATIE VAN EEN KLAS VAN HET "INSTITUT AUDERGHEMOIS DE PROMOTION SOCIALE (IAPS)" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 25.000 € voorzien is voor onvoorziene werken in descholen et kribbes;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 3.000 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 30 maart 2010, ref. 30.03.2010/B/011 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 30 maart 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/003

4EME OBJET

ESPACE PUBLIC ELAGAGE ET ENTRETIEN DES DEUX MARRONNIERS AU CENTRE SCOLAIRE LES MARRONNIERS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 17.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour les travaux imprévus dans les bâtiments scolaires et dans les crèches ;

Vu que la dépense est estimée à ± 2.904 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 20 avril 2010, réf. 20.04.2010/B/004 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;
- de la décision du Collège échevinal du 20 avril 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/003

4E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE SNOEIEN EN ONDERHOUDEN VAN DE TWEE KASTANJEBOMEN IN HET "CENTRE SCOLAIRE LES MARRONNIERS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 17.000 € voorzien is voor onvoorziene werken in descholen et kribbes;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 2.904 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 20 april 2010, ref. 20.04.2010/B/004 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 20 april 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/004

SEME OBJET

ESPACE PUBLIC PLACEMENT DE STORES A LA CRECHE LES OURSONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 2.500 € est prévu à l'article 844.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour le placement de stores à la crèche Les Oursons ;

Vu que la dépense est estimée à ± 2.490 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 2 mars 2010, réf. 02.03.2010/B/002 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;
- de la décision du Collège échevinal du 2 mars 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

5E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE PLAATSEN VAN ROLGORDIJNEN IN DE KRIBBE "LES OURSONS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 844.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 2.500 € voorzien is voor de plaatsen van rolgordijnen in de kribbe "Les Oursons" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 2.490 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 2 maart 2010, ref. 02.03.2010/B/002 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 2 maart 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

6EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DU REVETEMENT DE SOL DE LA CRECHE LES OURSONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 5.000 € est prévu à l'article 844.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour le remplacement du revêtement de sol de la crèche Les Oursons ;

Vu que la dépense est estimée à ± 4.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 11 mai 2010, réf. 11.05.2010/B/004 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;
- de la décision du Collège échevinal du 11 mai 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

6E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE VERVANGEN VAN DE VLOERBEDEKKING IN DE KRIBBE
"LES OURSONS" – OPDRACHT VIA
ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN
FACTUUR – MEDEDELING.**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 844.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 5.000 € voorzien is voor het vervangen van de vloerbedekking in de kribbe "Les Oursons" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 4.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 11 mei 2010, ref. 11.05.2010/B/004 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 11 mei 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

7EME OBJET

**ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DU REVETEMENT DE SOL DANS UNE
CLASSE DE L'ACADEMIE - MARCHE PAR PROCEDURE
NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE –
COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 4.000 € est prévu à l'article 734.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour le remplacement du revêtement de sol dans une classe de l'Académie ;

Vu que la dépense est estimée à ± 3.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 11 mai 2010, réf. 11.05.2010/B/003 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;
- de la décision du Collège échevinal du 11 mai 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/006

7E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE VERVANGEN VAN DE VLOERBEKLEDING IN EEN KLAS VAN DE ACADEMIE – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 734.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 4.000 € voorzien is voor het vervangen van de vloerbekleding in een klas van de Academie ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 3.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 11 mei 2010, ref. 11.05.2010/B/003 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 11 mei 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/007

SEME OBJET

ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DE L'EXTRACTEUR DANS LA CUISINE DU CENTRE CULTUREL - MARCHÉ PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 32.500 € est prévu à l'article 104.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour les travaux imprévus dans les bâtiments communaux ;

Vu que la dépense est estimée à ± 2.376,44 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 29 juin 2010, réf. 29.06.2010/B/001 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sur simple facture acceptée ;

- de la décision du Collège échevinal du 29 juin 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/007

8E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE VERVANGEN VAN DE AFZUIGINSTALLATIE IN DE KEUKEN VAN HET CULTUREEL CENTRUM – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 104.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 35.200 € voorzien is voor onvoorziene werken in gemeentelijke gebouwen ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 2.376,44 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 29 juni 2010, ref. 29.06.2010/B/001 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur ;

- van de beslissing van het Schepencollege van 29 juni 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/008

9EME OBJET

ESPACE PUBLIC FOURNITURE DE MATERIEL D'ECLAIRAGE POUR LE CENTRE CULTUREL - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 12.000 € est prévu à l'article 772.744.98. du budget extraordinaire de 2010 pour la fourniture de matériel d'éclairage pour le Centre culturel ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 11.990 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 30/2010 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 15 juin 2010, réf. 15.06.2010/B/003 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 15 juin 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/008

9E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE LEVERING VAN VERLICHTINGSMATERIAAL VOOR HET CULTUREEL CENTRUM – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 772.744.98. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 12.000 € voorzien is voor de levering van verlichtingsmateriaal voor het Cultureel Centrum ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 11.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 30/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 15 juni 2010, ref. 15.06.2010/B/003 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 15 juni 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/009

10EME OBJET

ESPACE PUBLIC ENTRETIEN PONCTUEL DE DIVERS ESPACES VERTS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 35.000 € est prévu à l'article 766.725.60. du budget extraordinaire de 2010 pour l'entretien ponctuel de divers espaces verts ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 34.990 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 31/2010 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 29 juin 2010, réf. 29.06.2010/B/003 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 29 juin 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/009

10E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE REGELMATIG ONDERHOUD VAN VERSCHILLENDE GROENE ZONES – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.725.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 35.000 € voorzien is voor het regelmatig onderhoud van verschillende groene zones ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 34.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 31/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 29 juni 2010, ref. 29.06.2010/B/003 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 29 juni 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/010

11EME OBJET

ESPACE PUBLIC INSTALLATION D'UN SYSTEME D'ALARME INCENDIE ET D'UN ECLAIRAGE DE SECOURS DANS LA CRECHE LES OURSONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 15.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour les travaux imprévus dans les bâtiments scolaires et dans les crèches ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 7.000 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 36/2010 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 31 août 2010, réf. 31.08.2010/B/001 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 31 août 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/010

11E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE INSTALLATIE VAN EEN BRANDALARMSYSTEEM EN EEN NOODVERLICHTING IN DE KRIBBE "LES OURSONS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 15.000 € voorzien is voor onvoorziene werken in scholen en kribbes ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 7.000 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 36/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 31 augustus 2010, ref. 31.08.2010/B/001 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 31 augustus 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/011

12EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACQUISITION D'UN COLUMBARIUM POUR LE CIMETIERE - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 25.000 € est prévu à l'article 878.744.51. du budget extraordinaire de 2010 pour l'acquisition d'un columbarium pour le cimetière ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 24.990 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 15/2010 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 31 août 2010, réf. 31.08.2010/B/002 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 31 août 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/011

12E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN EEN COLUMBARIUM VOOR HET KERKHOF - OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 878.744.51. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 25.000 € voorzien is voor de aankoop van een columbarium voor het kerkhof ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 24.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 15/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 31 augustus 2010, ref. 31.08.2010/B/002 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 31 augustus 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/012

13EME OBJET

ESPACE PUBLIC TRAVAUX DE TERRASSEMENT POUR EXHUMATIONS AU CIMETIERE - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 30.000 € est prévu à l'article 878.721.60. du budget extraordinaire de 2010 pour les travaux de terrassement pour exhumations au cimetière ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 29.990 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 16/2010 destiné à régir cette entreprise ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 31 août 2010, réf. 31.08.2010/B/003 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 31 août 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/012

13E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE GRONDWERKEN VOOR OPGRAVINGEN IN HET KERKHOF – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 878.721.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 30.000 € voorzien is voor grondwerken voor opgravingen in het kerkhof ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 29.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 16/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 31 augustus 2010, ref. 31.08.2010/B/003 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 31 augustus 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/03

14EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACHAT DE MOBILIER URBAIN - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 20.000 € est prévu à l'article 425.741.52. du budget extraordinaire de 2010 pour l'achat de mobilier urbain ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 19.990 € ;
Vu le cahier spécial des charges n° 26/2010 destiné à régir cette entreprise ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 24 août 2010, réf. 24.08.2010/B/006 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 24 août 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/013

14E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN STADSMEUBILAIR – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 425.741.52. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 20.000 € voorzien is voor aankoop van stadsmeubilaire ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 19.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 26/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 24 augustus 2010, ref. 24.08.2010/B/006 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 24 augustus 2010.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/014

15EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DE LA CITERNE DU PLAN VERT - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 10.000 € est prévu à l'article 766.724.60. du budget extraordinaire de 2010 pour le remplacement de la citerne du Plan vert ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 9.990 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 37/2010 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 24 août 2010, réf. 24.08.2010/B/007 ;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité ;
- de la décision du Collège échevinal du 24 août 2010.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/014

15E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE VERVANGING VAN DE TANK VAN DE GROENDIENST – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.724.60. van de buitengewone begroting van 2010 een som van 10.000 € voorzien is voor de vervanging van de tank van de Groendienst ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 9.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 37/2010 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 24 augustus 2010, ref. 24.08.2010/B/007 ;

NEEM AKTE :

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 24 augustus 2010.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/015

16 EME OBJET

**FINANCES-RECETTE ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU – MARCHE
PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE -
COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et des services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu qu'un montant de 10.000,00€ est prévu à l'article 100/74151 du budget extraordinaire de 2010 pour l'acquisition de mobilier de bureau ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à +/- 10.000,00€ ;

Vu le cahier spécial des charges ;

Vu la décision du Collège échevinal du 27 avril 2010 ;

DECIDE :

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 27 avril 2010 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/015

**FINANCIEN-ONTVANGERIJ 16 E VOORWERP
AANKOOP VAN BUREAUMEUBILAIR –
OPDRACHT VIA
ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER
BEKENDMAKING – MEDEDELING.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken,

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze te kiezen waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen op diensten worden gegund, de voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien er op artikel 100/74151 van de buitengewone begroting van 2010 een som van 10.000,00€ voorzien de aankoop van bureaumeubilair;

Gezien deze uitgave geschat wordt op +/- 10.000,00€;

Gezien het bijzonder lastenboek;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 27 april 2010;

BESLIST :

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 27 april 2010;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voor te zetten

Ongehavige beraardslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

17EME OBJET**RESSOURCES HUMAINES COACHING DE CHEFS DE SERVICES –
LANCEMENT D'UNE PROCEDURE NEGOCIEE
SANS PUBLICITE. COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 al.3 qui prévoit que la Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal;

Considérant ce qui suit :

Il est important de permettre aux chefs de services de disposer d'une expertise leur permettant :

- d'identifier leurs points forts et les capacités qu'il leur reste à développer en matière de gestion de travailleur et des relations avec l'autorité ;
- de jouir d'une formation ou d'un accompagnement dans la mise en œuvre de bonnes pratiques résultant de l'identification de leurs compétences et potentialités managériales.

C'est pourquoi le Collège, réuni en séance du 1^{er} juin 2010, avait décidé, comme le marché n'excédait pas 67.000 € HTVA de passer par le biais d'une procédure négociée sans publicité en vue de désigner une firme spécialisée dans l'évaluation de managers et d'assistance à la gestion de personnel.

Aucun des deux soumissionnaires qui a déposé une offre ne s'étant montré très descriptif sur le type de coaching qui serait donné (ils se bornaient à formuler une proposition qui n'est que la définition – assez lapidaire d'ailleurs – d'un coaching) et l'importante différence de prix entre les deux firmes : 1600 € HTVA pour le coaching en 10 séances de la sprl Dufrasne et 4.500 € HTVA pour 5 séances de coaching pour DIP Consulting, ont poussé le Collège à renoncer, en date du 13 juillet 2010, à l'attribution du lot.

Le Collège a, par conséquent, décidé de relancer une procédure négociée sans publicité avec un cahier des charges imposant une meilleure description des prestations de coaching et la consultation d'un panel plus large d'entreprises.

Un montant de 18.000 € reste disponible à l'article 106 123 17 Frais de formation du personnel ;

Le marché est passé conformément à l'article 17 §2, 1^o, a) de la loi sur les marchés publics et à l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le cahier spécial des charges;

Vu la décision du Collège échevinal du 13 juillet 2010;

PREND ACTE:

- de la passation de ce marché par procédure négociée sans publicité conformément à la décision du Collège échevinal du 13 juillet 2010;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

17E VOORWERP.**HUMAN RESOURCES OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE
ZONDER BEKENDMAKING – COACHING VAN DE
DIENSTVERANTWOORDELIJKEN - MEDEDELING.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Overwegende hetgeen volgt :

Het is belangrijk toe te laten dat de dienstverantwoordelijken over een expertise beschikken die hen toelaat:

- hun sterke punten en de capaciteiten die verder moeten ontwikkeld worden inzake het beheer van het personeel en de relaties met de overheden te identificeren;
- te genieten van een vorming of een begeleiding in de inwerkinstelling van de goede praktijken resulterend uit de identificatie van hun competenties en hun leidinggevende capaciteiten.

Om deze reden heeft het College, in zitting van 1 juni 2010, beslist, vermits de aanbesteding niet hoger is dan 67.000 € BTWI om te werken via een onderhandelingsprocedure zonder publiciteit ten einde een gespecialiseerde firma aan te duiden in de evaluatie van de managers en de ondersteuning van het beheer van het personeel.

Geen van beide aanbesteders die een offerte ingediend hebben, heeft een uitgebreide beschrijving gegeven van het type coaching dat zou gegeven worden (ze beperken zich tot het geven van een voorstel dat enkel een definitie – zeer bondig trouwens - is van coaching) en het belangrijkste verschil tussen beide firma's was de prijs : 1600 € BTVA voor een coaching in 10 zittingen voor de sprl Dufrasne en 4.500 € BTVA voor 5 zittingen coaching voor DIP Consulting. Dit heeft het College ertoe gebracht om , op datum van 13 juli 2010, af te zien van de toekenning van het lot.

Het College heeft bijgevolg beslist om een nieuwe onderhandelingsprocedure zonder publiciteit op te starten met een lastenboek dat een betere omschrijving van de prestaties oplegt en heeft meerdere ondernemingen geconsulteerd.

Een bedrag van 18.000 € is beschikbaar op het artikel 106 123 17 - Vormingskosten personeel.

De Raad wordt verzocht kennis te nemen van deze procedure.

De dossierstukken kunnen geraadpleegd worden op de intranet site van het Gemeentehuis.

Gezien de aanbesteding wordt aangegaan overeenkomst artikel 17 § 2, 1°, a) van de wet op de openbare aanbestedingen en artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.

Gezien het bijzonder lastenboek ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 13 juli 2010;

NEEMT KENNIS:

- van de gunning van deze opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking ;
- van de beslissing van het Schepencollege van 13 juli 2010 ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/017

18EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DU POSTE DE COMMANDE D'UN FEU TRICOLERE AVENUE VAN HORENBEECK – APPLICATION DE

L'ARTICLE 249 DE LA NOUVELLE LOI COMMUNALE - RATIFICATION

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de service et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions;

Vu les articles 237 et 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 22/06/10, réf. 22.06.2010/B/001 ;

Vu que le poste de commande du feu tricolore de l'avenue Van Horenbeeck, à hauteur du Collège St-Hubert, est tombé en panne.

Vu que cela constitue un véritable danger pour les piétons et surtout les élèves fréquentant le collège et qu'il est urgent de le remplacer.

Vu que la commune a reçu le devis suivant pour le remplacement du poste de commande d'un feu tricolore :

- SIRIEN pour un montant de 5.715,27 € TVAC ;

Vu qu'en sa séance du 22 juin 2010 le Collège échevinal a décidé de procéder au remplacement du poste de commande d'un feu tricolore avenue Van Horenbeeck en établissant un marché par procédure négociée sans publicité pour un montant de 5.715,27 € TVAC ;

DECIDE :

de ratifier la décision du Collège Echevinal du 22 juin 2010, à savoir :

- d'utiliser la procédure d'urgence prévue à l'article 249 – 1° de la nouvelle loi communale, sous la responsabilité du Collège échevinal, à charge de ratification par le Conseil communal ;
- de passer ce marché par voie de procédure négociée sans publicité pour le remplacement du poste de commande d'un feu tricolore avenue Van Horenbeeck pour un montant de 5.715,27 € TVAC ;
- de passer commande auprès de la société SIRIEN, avenue de Visé 109, 1170 Bruxelles, pour le remplacement du poste de commande d'un feu tricolore avenue Van Horenbeeck ;
- d'imputer cette dépense à l'article 425.731.60. du budget extraordinaire de 2010, sous réserve d'une modification budgétaire ;
- d'autoriser le Collège échevinal à poursuivre la procédure entamée à cet effet.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/017

18E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE VERVANGING VAN DE BEDIENINGSKAST VAN EEN
VERKEERSLICHT IN DE VAN HORENBEECKLAAN -
TOEPASSING VAN ARTIKEL 249 VAN DE NIEUWE
GEMEENTEWET – BEKRACHTIGING.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 – par.2 – 1° en 3° ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies;

Gezien artikels 234 tot 237 en 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 22/06/10, réf. 22.06.2010/B/001 ;

Gezien de bedieningskast van het verkeerslicht in de Van Horenbeecklaan ter hoogte van het Sint-Hubertuscollege in panne is gevallen.

Gezien dit een gevaar vormt voor de voetgangers en vooral voor de leerlingen die het College bezoeken en dat het dringend is om dit te vervangen.

Gezien de gemeente een offerte ontvangen heeft voor de vervanging van de bedieningskast van dit verkeerslicht:

- SIRIEN voor een bedrag van 5.715,27 € BTW inclusief

Gezien het Schepencollege, verenigd in zitting van 22 juni 2010, beslist heeft de bedieningskast van een verkeersplicht in de Van Horenbeecklaan te vervangen via de opmaak van een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor een bedrag van 5.715,27 € BTW inclusief;

BESLIST :

de beslissing van het Schepencollege van 22 juni 2010 te bekrachtigen namelijk :

- gebruik te maken van artikel 249 – 1° van de nieuwe gemeentewet, onder verantwoordelijkheid van het College, met bekrachtiging door de gemeenteraad ;
- over te gaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de vervanging van de bedieningskast van een verkeersplicht in de Van Horenbeecklaan voor een bedrag van 5.715,27 € BTW inclusief ;
- beroep te doen op de firma SIRIEN, Visélaan 109, 1170 Brussel, voor de de vervanging van de bedieningskast van een verkeersplicht in de Van Horenbeecklaan ;
- deze uitgave, tijdens de volgende begrotingswijziging, op artikel 425.731.60. van de buitengewone begroting van 2010 te voorzien ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/018

19EME OBJET

SPORTS REGLEMENT D'OCCUPATION ET D'ORDRE INTERIEUR DU GYMNASIUM

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment les articles 117, 119bis et 123, 9° ;

Compte tenu de la mise en service du Gymnasium, il y a lieu d'instaurer un règlement d'occupation et d'ordre intérieur de ce bien communal ;

DECIDE : à l'unanimité,

d'adopter le règlement ci-dessous :

Art 1.

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Gymnasium d'Auderghem sise boulevard des Invalides 214-216 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Gymnasium

Ce règlement sera affiché dans le sas d'entrée et chacun est censé en avoir pris connaissance.

Art 2.

L'occupation des Salles est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

Art 3.

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des biens communaux.

Art 4.

Les demandes d'occupation permanentes qui concerne les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats des diverses disciplines et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des salles et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale.

Art 5.

Les Salles de sport sont ouvertes du lundi au samedi inclus de 8h à 23h. Elles sont accessibles conformément aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

Art 6.

Le titulaire de l'autorisation ne peut leur donner aux salles aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Art 7.

Le titulaire d'une autorisation d'occuper une aire de jeux ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

Art 8.

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier des autres disciplines.

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

Art 9.

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

Art10.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

Art11.

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

Art12.

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les Salles devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

Art13.

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport à semelles plates (les cales, studs et spikes sont interdits), ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol.

Art14.

L'accès aux aires de jeux n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans le local de détente, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont exceptionnellement acceptés dans une salle, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

Art15.

Les utilisateurs des aires de jeux ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

Art16.

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

Art17.

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les parties des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité

Art18.

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que l'aire de jeux qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'article 17.

Art19.

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Art20.

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration du revêtement.

Art21.

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

Art22.

Le matériel éventuellement apporté dans les locaux sportifs l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

Art23.

Le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte une des salles de sport alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage et impérativement fermer la porte avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

Art24.

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

Art25.

L'utilisation des locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art26.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

Art27.

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

Art28.

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

Art29.

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 € quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

23.09.2010/A/018

19E VOORWERP

SPORT BEZETTINGSREGLEMENT EN REGLEMENT VAN INTERNE ORDE VAN HET GYMNASIUM.

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder artikel 117, 119 bis en 123,9°;

Gezien het Gymnasium in gebruik wordt genomen moet er een bezettingsreglement en een reglement van interne orde voor dit gemeentegebouw opgesteld worden.

BESLUIT : met éénparigheid,

het hieronder reglement te volgen:

Art.1.

Huidig reglement is van toepassing in de lokalen en bijgebouwen van het Gemeentelijk Sportcentrum van Oudergem, gelegen in Invalidenlaan 214-216 te 1160 Oudergem. Het is van toepassing voor alle personen die het Gymnasium bezoeken, zowel voor de gebruiker voor eenderd welk doeleinde, als voor de gewone bezoeker.

Dit reglement zal in de ingang worden opgehangen en ieder wordt verondersteld er kennis van hebben te genomen.

Art.2.

De bezetting van de zalen is onderhevig aan de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem. De bezettingsduur, die bij het ondertekenen van het contract tussen beide partijen wordt vastgelegd, moet strikt gerespecteerd worden.

De aangehaalde toestemmingen in huidig reglement worden uitgeleverd bij wijze van gunst, ze zijn persoonlijk en onoverdraagbaar en vallen niet onder de verantwoordelijkheid van de gemeente. De toestemmingen zijn tevens herroepbaar.

Ze kunnen op elk moment worden teruggetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook opgeschort of teruggetrokken worden door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de titularissen een inbreuk plegen op huidig reglement of op het algemeen politiereglement, conform aan de procedure voorzien in het artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op een schadevergoeding.

De begunstigten moeten zich strikt aan de voorschriften van de toestemmingsacte houden en moeten er op toezien dat er bij de uitvoer hiervan geen schade berokkend wordt aan derden, noch dat de veiligheid, de rust, de heilzaamheid en de openbare reinheid in het gedrang komt.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade, door de fout van de ondergetekende of door anderen, die zou ontstaan bij de uitvoer van de activiteit waarvoor deze toestemming werd opgemaakt.

Het document betreffende de toestemming moet op de ter beschikking gestelde plaats aanwezig zijn en moet op vraag van de politie of elk ander bevoegd persoon getoond kunnen worden.

Art.3.

De toelating tot het gebruik van de zalen kan ook onderhevig zijn aan het betalen van een belasting die is vastgelegd door een reglement betreffende de te betalen belasting voor het gebruik van gemeentelijk infrastructures.

Art.4.

De aanvragen voor permanente bezetting betreffende de wekelijks terugkerende activiteiten of de deelname aan een officieel kampioenschap tijdens het volgende seizoen moeten steeds zo snel mogelijk worden opgemaakt en in elk geval voor de 30^{ste} juni van het vorige seizoen.

Na deze datum en tijdens het seizoen zelf zullen de reservaties gebeuren naargelang het uurrooster van de reeds geboekte bezettingen voor kampioenschappen van verschillende disciplines en wekelijks geprogrammeerde terugkerende bezettingen.

De planning wordt op voorhand aan de receptie opgehangen en reservaties voor de nog vrije uren mogen na afspraak met het secretariaat van de Sportcommissie vast worden gelegd.

Art.5.

De sportzalen zijn geopend van maandag tot zaterdag van 8h tot 23h. Ze zijn toegankelijk conform de naar behoren gegeven toestemming en het uurrooster goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Enkel het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd voor wat de wijzigingen van dit uurrooster betreft. Zij heeft het recht om dit te wijzigen naar eigen initiatief indien dit nodig blijkt voor de goede werking of het goed beheer van het schema.

Art.6

De zaalgebruiker mag enkel de zaal gebruiken waarvoor hij toestemming heeft gekregen, de zaal die hem werd toegewezen. Hij mag tevens de toegelaten tijdsduur niet op eigen initiatief wijzigen.

Art.7

Degene die de toelating kreeg om de zaal te gebruiken mag dit akkoord niet aan derden doorgeven zonder goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen.

Art.8

Alle wijzigingen aan het activiteitenrooster (reservatie, annulatie, verandering van dag of uurrooster), zowel voor de permanente als voor de éénmalige activiteiten, zullen tenminste 2 weken voordien aan het College van Burgemeester en Schepenen moeten worden voorgelegd.

Indien mogelijk zal de wijziging in het reeds opgestelde uurrooster worden ingelast rekening houdend met de kalender van de andere disciplines.

De organisatie die deze veranderingen aanbelangt zal zich moeten inspannen om hun activiteiten te organiseren in functie van de wijzigingen die niet afhangen van de wil van het College van Burgemeester en Schepenen en waarvoor deze niet verantwoordelijk kan worden geacht.

Art.9

De clubs of personen die de sportlokalen gebruiken zullen een verzekering afsluiten voor dekking van hun aansprakelijkheid jegens derden. Dit zowel voor schade berokkend aan derden (andere gebruikers of personen van buitenuit) als aan de ter beschikking gestelde bezittingen, uitrustingen en installaties.

Art.10

De gebruiker van de installaties blijft steeds persoonlijk aansprakelijk jegens derden en jegens elke autoriteit. Hij wordt er aan gehouden, zo nodig, belastingen, auteursrechten en andere eventuele bijdragen die deze activiteiten met zich zouden meebrengen, te betalen.

Art.11

De personen die de sportlokalen gebruiken zijn, tijdens de duur van hun activiteit, aansprakelijk voor alle opgelopen schade, zowel aan de lokalen zelf als aan de bijgebouwen en de uitrusting. Dit geldt zowel voor schade veroorzaakt door de leden van de club zelf als door alle andere personen van de tegenpartijen.

Alle schade zal integraal vergoed worden door de titularis van de toestemming, zonder afbreuk te doen aan de administratieve boetes die eveneens zouden kunnen worden opgelegd.

Art.12

De groepen zonder juridische persoonlijkheid die de zalen zullen gebruiken moeten een persoon aanstellen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk zal zijn. Hij moet er voor zorgen dat huidig reglement alsook de instructies en aanbevelingen die door een bevoegd persoon worden gegeven, gerespecteerd worden.

Art.13

De sportzalen mogen enkel betreden worden met vlakke sportschoenen (stutzolen, studs en spikes zijn verboden). Deze schoenen moeten perfect proper zijn en de zolen mogen geen sporen nalaten op de vloer.

Art. 14

De toegang tot de speelterreinen is slechts toegestaan aan de personen waarvan de aanwezigheid noodzakelijk is voor het goed verloop van de trainingen en de competities. De begeleiders, of het nu clubleden of gewone toeschouwers zijn, moeten zich ofwel in de tribunes, in de ontspanningsruimte of in een zone die precies is aangeduid mits akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen, begeven.

Indien begeleiders in uitzonderlijke gevallen worden toegestaan in een zaal zullen zij dat onder volledige verantwoordelijkheid en begeleiding van de club, die de aanvraag hiervoor deed, staan.

Art.15

De gebruikers van de sportzalen mogen zich enkel omkleden in de lokalen die hiervoor voorzien zijn. Er is een lijst van te gebruiken kleedkamers aanwezig, de gebruikers worden geacht zich hier nauwgezet aan te houden.

Indien een kleedkamer tegelijkertijd door meerdere clubs wordt gebruikt, moeten de verantwoordelijken er voor zorgen dat de kledij van hun leden gegroepeerd wordt zodat de andere sportlui over voldoende ruimte beschikken om zich om te kleden.

Art.16

Elke club, door tussenkomst van de afgevaardigde die zij hebben aangeduid, en elke titularis van de toestemming, is ook verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de kleedkamers en douches. Zij moeten er ook op toezien dat de "bezoekers" huidig reglement respecteren.

Art.17

De toestemming tot gebruik van de sportzalen houdt ook de toestemming tot gebruik van de nodige kleedkamers en douches in, dit volgens de bezettingstabel en gedurende de strikt nodige tijd, met name, maximum een half uur vóór en een half uur na de sportactiviteit.

Art.18

De gebruikers van een zaal moeten er op toezien dat de activiteiten van de andere personen of groepen niet verstoord worden; daarom zullen zij enkel de zaal gebruiken die hen werd toegewezen, zullen zij hun eigen activiteiten starten en eindigen op het voorziene tijdstip en dit met inbegrip van het plaatsen en opbergen van het materiaal.

Zij zullen er ook op toezien dat de kleedkamers en de douches in de in het artikel 17 voorziene tijdspanne vrij zijn gemaakt.

Art.19

De personen, zowel spelers als toeschouwers, die door hun gedrag, de netheid en/of de goede werking van het Centrum verstoren of die de reglementaire voorschriften en de hen opgegeven aanbevelingen niet respecteren, zullen, tijdelijk of permanent, een verbod krijgen het sportcomplex te betreden.

Art.20

De gebruikers van de zalen moeten volgens de opgegeven richtlijnen het materiaal dat zij gebruiken opstellen en terug opbergen op de hiervoor aangeduide plaatsen. Dit moet gebeuren tijdens de tijdspanne die hen werd toegewezen en zonder het uur van einde van de activiteit te overschrijden.

De titularis van de toestemming alsook de afgevaardigde van de club, indien het om een groep zonder juridische persoonlijkheid gaat, moeten er op toezien dat dit in goede orde gebeurt, zij zullen er ook op letten dat het materiaal niet geduwd noch over de grond gesleept wordt om beschadiging van de vloer te voorkomen.

Art.21

Teneinde ongelukken en beschadiging aan het materiaal te voorkomen verzoeken wij elke gebruiker om zo snel mogelijk het College van Burgemeester en Schepenen te verwittigen indien er een gebrek aan de toestellen wordt vastgesteld.

Art.22

Indien de gebruikers zelf materiaal meebrengen in de zaal is dat volledig onder hun verantwoordelijkheid en mits voorafgaande toestemming hiervoor. Indien dit materiaal in de zaal zou blijven staan en toegankelijk is, zal dit door iedereen mogen gebruikt worden.

Art.23

De club of gebruiker die de zaal verlaat wanneer er na hem niemand anders de zaal bezet, moet er op toezien dat de lichten worden gedoofd en moet de deuren sluiten met de middelen die hem hiervoor ter beschikking werden gesteld. Hij is verantwoordelijk indien er na hem ongeoorloofd gebruik wordt gemaakt van de zaal alsook voor ongelukken die, door het niet afsluiten van deze zalen, zouden voorvallen.

Art.24

De evenementen met een uitzonderlijk karakter zullen, in elk geval, onderzocht worden door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor deze gebeurtenissen zal een afzonderlijk reglement worden opgemaakt waarin de voorwaarden voor het verloop hiervan vermeld zullen staan.

Art.25

Niet georganiseerde individuele sportievelingen mogen ook gebruik maken van de zalen mits toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen

Art.26

Het College van Burgemeester en Schepenen is niet verantwoordelijk in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke objecten of van materiaal dat aan een club of aan personen die de infrastructuur bezoeken, behoort.

Art.27

Behalve uitdrukkelijke toelating, is het verboden affiches op de muren, deuren en vensters te plakken. Hiervoor staan aanplakpanelen ter beschikking van de clubs en de zaalgebruikers. Er moet voor het aanplakken van affiches op deze panelen vooraf geen toestemming worden gevraagd aan het College van Burgemeester en Schepenen, maar zij behoudt zich wel het recht om affiches die zij ongepast vindt te verwijderen.

Art.28

Eventuele bezwaren moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen van Oudergem worden gericht.

Art.29

Eenieder die zich niet aan de voorschriften van huidig reglement houdt zal een administratieve boete van maximum 250 € opgelegd krijgen.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal voor goedkeuring overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/019

20EME OBJET.

PREVENTION PLAN LOCAL DE PREVENTION ET DE PROXIMITE. – APPROBATION DE LA CONVENTION PLAN LOCAL DE PREVENTION ET DE PROXIMITE DE LA COMMUNE D’AUDERGHEM 2010 ENTRE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET LA COMMUNE D’AUDERGHEM.

LE CONSEIL,

Attendu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mai 2010 accordant des subventions dans le cadre de la politique bruxelloise de prévention et de proximité pour l’année 2010 ;

Etant donné qu’une subvention de la Région d’un montant de 336.150,68 € est accordée à la Commune d’Auderghem pour l’année 2010 ;

Attendu que l’objectif recherché par cette convention est de poursuivre la politique menée conformément à l’accord gouvernemental du 16 juillet 2009 qui met notamment l’accent sur la prévention et le cadre de vie, sur une véritable politique de sécurité urbaine, permettant l’amélioration de la qualité de vie des Bruxellois. Dans ce cadre de lutte contre le sentiment d’insécurité, les notions de prévention et de proximité sont essentielles ;

Attendu que la Convention Plan Local de Prévention et de Proximité 2010 de la Commune d’Auderghem a été soumis à l’approbation du Collège des Bourgmestres et Echevins en date 20 juillet 2010 ;

DECIDE : à l’unanimité

d’approuver la Convention Plan Local de Prévention et de Proximité de la Commune d’Auderghem 2010 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d’Auderghem.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/019

20E VOORWERP.

PREVENTIE VEILIGHEIDS- EN NABIJHEIDCONTRACT. – GOEDKEURING VAN DE OVEREENKOMST LOKAAL PREVENTIE EN NABIJHEIDSPAN 2009 VAN DE GEMEENTE OUDERGEM TUSSEN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN DE GEMEENTE OUDERGEM.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 mei 2010 tot toekenning van een toelage inzake de Brusselse veiligheid en nabijheid politiek voor het jaar 2010;

Gezien dat een toelage van 336.150,68 € door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Gemeente Oudergem voor het jaar 2010 toegekend is;

Gezien dat deze overeenkomst als doel heeft de gevolgde politiek overeenkomstig het Regeringsakkoord van 16 juli 2009 verder te zetten door o.a. de nadruk te leggen op het recht op veiligheid van de personen en de goederen alsook op de levenskwaliteit van de Brusselaars. In de strijd tegen het onveiligheidsgevoel zijn de noties van veiligheid en nabijheid dan ook essentieel; Gezien dat de Overeenkomst Lokaal Preventie en Nabijheidsplan 2010 van de Gemeente Oudergem op 20 juli 2010 door het College van Burgemeester en Schepenen goedgekeurd werd; **BESLUIT** : met éénparigheid van stemmen

de Overeenkomst Lokaal Preventie en Nabijheidsplan 2010 van de Gemeente Oudergem tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

23.09.2010/A/020

21EME OBJET.

PREVENTION CONVENTION 2009 ENTRE LE MINISTERE DE LA JUSTICE ET LA COMMUNE D'AUDERGHEM.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 30 mars 1994, article 69, 3°, premier tiret et l'arrêté royal du 12 août 1994, qui détermine les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives ;

Vu le dossier administratif à disposition du Conseil communal;

Considérant ce qui suit :

La loi du 30 mars 1994, article 69, 3°, premier tiret et l'arrêté royal du 12 août 1994, détermine les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives.

La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet la mise au travail du personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives. Il s'agit de la personne qui gère le Service des Mesures Judiciaires Alternatives (SEMJA).

Attendu que la Convention 2009 a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24 août 2010 ;

DECIDE, à l'unanimité

d'approuver la Convention 2009 entre le Ministère de la Justice et la Commune d'Auderghem.

La présente délibération sera transmise, en double exemplaire, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice.

23.09.2010/A/020

21E VOORWERP.

PREVENTIE OVEREENKOMST 2009 TUSSEN HET MINISTERIE VAN JUSTITIE EN DE GEMEENTE OUDERGEM.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

Gezien de wet van 30 maart 1994, artikel 69, 3°, eerste lid en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 die de voorwaarden waarop de gemeenten een financiële hulp verkrijgen om bijkomend civiel personeel belast met de begeleiding van de alternatieve gerechtelijke maatregelen aan te werven bepaald;

Gezien dat het administratieve dossier ter beschikking van de Gemeenteraad gesteld is; De wet van 30 maart 1994, artikel 69, 3°, eerste lid en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 bepaalt de voorwaarden waarop de gemeenten een financiële hulp verkrijgen om bijkomend civiel personeel belast met de begeleiding van de alternatieve gerechtelijke maatregelen aan te werven.

De overeenkomst, voor goedkeuring aan de Gemeenteraad voorgesteld, heeft als doel het aangeworven personeel aan het werk te zetten om de toepassing van de alternatieve strafmaatregelen te promoten. Het gaat over de persoon die de Dienst Omkadering Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen (AGM) beheert.

Gezien dat de Overeenkomst 2009 door het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 24 augustus 2010 goedgekeurd werd ;

BESLUIT, met éénparigheid van stemmen

de overeenkomst 2009 tussen het Ministerie van Justitie en de gemeente Oudergem goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden in twee exemplaren aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

23.09.2010/A/021

22EME OBJET

**BÂTIMENTS PUBLICS
(INVESTISSEMENTS)**

**GYMNASIUM - CONVENTION INSTITUT-SAINT-
JULIEN-PARNASSE - OCCUPATION DE SALLES DE
SPORTS.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 123 à 132 ;

Vu le dossier administratif à disposition du Conseil ;

Vu le rapport motivé du Collège ;

En vertu d'une convention conclue le 13 février 2007, le gymnasium d'Auderghem comporte une salle omnisport destinée à être mise à disposition de l'Institut Saint-Julien-Parnasse pendant les heures scolaires. Cette même convention prévoit que la salle de gymnastique artistique mise à disposition de Gym Phénix puisse être utilisée par l'Institut selon des modalités d'usage à convenir entre Gym Phénix et l'Institut.

En séance du 20/04/2010, le Collège a examiné le rapport relatif aux coûts et recettes d'exploitation du gymnasium ainsi qu'à l'occupation de celui-ci. Ce rapport comporte également des modalités à intégrer dans la convention à conclure avec l'Institut dont notamment la mise à disposition de 25 emplacements de stationnement pendant les heures scolaires.

Faisant suite à ces décisions, un projet de convention a été rédigé.

Compte tenu de l'occupation de la salle de gymnastique artistique, il est prévu que la convention sera signée en présence de Gym Phénix. Cette convention a été établie sur base de la convention à conclure avec Gym Phénix et approuvée par votre Conseil en date du 24 juin 2010. Elle est jointe en annexe à la présente délibération.

Le Collège a décidé, en date du 13 juillet 2010, de marquer son accord sur le projet de convention à conclure avec l'Institut Saint-Julien-Parnasse en présence de Gym Phénix pour l'occupation de la salle omnisport et de 25 places de stationnement pendant les heures scolaires ainsi que de la salle de gymnastique artistique pendant ces mêmes heures à raison de maximum 8 heures par semaine.

Le dossier a été transmis à l'Institut pour approbation en date du 15 juillet 2010.

En séance du 7 septembre 2010, le collège a marqué son accord sur cette convention légèrement adaptée suite aux observations de l'Institut.

En séance du 21 septembre 2010, le collège a marqué son accord pour l'occupation de 8 emplacements de stationnement supplémentaires (pour la section primaire), soit un total de 33 emplacements.

Cette convention a été soumise en Commission Urbanisme-Environnement-Bâtiments publics (investissements) en date du 21 septembre 2010.

Votre Conseil est invité à approuver la convention à conclure avec l'Institut Saint-Julien-Parnasse en présence de Gym Phénix.

DECIDE : à 21 voix pour, 3 abstentions (Mme JAMOULLE, M. WAUTERS, M. VITOUX) :

- d'approuver la convention à conclure avec l'Institut Saint-Julien-Parnasse en présence de Gym Phenix en vue de l'occupation, dans le Gymnasium situé boulevard des Invalides, de la salle omnisport et de 33 places de stationnement pendant les heures scolaires ainsi que de la salle de gymnastique artistique pendant ces mêmes heures à raison de maximum 8 heures par semaine.

- de transmettre la présente délibération, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge la tutelle sur les Pouvoirs locaux.

23.09.2010/A/021

**OPENBARE GEBOUWEN
(INVESTERINGEN)**

22^E VOORWERP
**GYMNASIUM – OVEREENKOMST SAINT-JULIEN-
PARNASSE INSTITUUT**
GEBRUIK VAN DE SPORTZALEN.

DE RAAD,

Gezien de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gezien de nieuwe gemeentewet, onder andere de artikels 123 tot 132;

Gezien het administratieve dossier dat ter beschikking werd gesteld van de Gemeenteraad;

Gezien het gemotiveerd verslag van het College;

Op grond van een overeenkomst, afgesloten op 13 februari 2007, bevindt er zich in het gymnasium van Oudergem een omnisport zaal die tijdens de schooluren ter beschikking wordt gesteld van het Saint-Julien-Parnasse Instituut. Deze overeenkomst voorziet er ook in, dat de zaal voor artistiek turnen die ter beschikking is van Gym Phénix, door het Instituut mag gebruikt worden volgens de gebruiksregels, overeen te komen tussen Gym Phénix en het Instituut.

Op zitting van 20/04/2010 heeft het College het verslag betreffende de kosten en opbrengsten van de uitbating van het gymnasium evenals van het gebruik ervan, onderzocht. Dit verslag bevat eveneens modaliteiten die opgenomen dienen te worden in de overeenkomst, die zal worden afgesloten met het Instituut, waarvan onder meer het ter beschikking stellen van 25 parkeerplaatsen tijdens de schooluren.

Gevolgd gevend aan deze beslissingen werd er een ontwerp van overeenkomst opgesteld.

Rekening houdend met het gebruik van de zaal voor artistiek turnen, wordt er voorzien dat de overeenkomst ondertekend zal worden in aanwezigheid van Gym Phénix. Deze overeenkomst werd opgesteld op basis van de overeenkomst, die zal worden afgesloten met Gym Phénix, en goedgekeurd door uw Raad op 24 juni 2010. Ze wordt als bijlage bij onderhavige beraadslaging gevoegd.

Op zitting van 13 juli 2010 heeft het College beslist om zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van overeenkomst, die zal worden afgesloten met het Saint-Julien-Parnasse Instituut, in aanwezigheid van Gym Phénix, voor het gebruik van de omnisport zaal en van 25 parkeerplaatsen tijdens de schooluren, en ook van de zaal voor artistiek turnen tijdens dezelfde uren, gedurende maximum 8 uur per week.

Het dossier werd ter goedkeuring overgemaakt aan het Instituut op datum van 15 juli 2010.

Op zitting van 7 september 2010 heeft het college zijn goedkeuring verleend aan de overeenkomst die ten gevolge van de opmerkingen van het Instituut, enigszins werd aangepast.

Op zitting van 21 september 2010 heeft het college zijn goedkeuring verleend aan het gebruik van 8 bijkomende parkeerplaatsen (voor de lagere school afdeling), dus een totaal van 33 parkeerplaatsen.

Deze overeenkomst werd voorgelegd aan de Commissie Stedenbouw-Milieu-Openbare Gebouwen (investerings) op datum van 21 september 2010.

De Gemeenteraad wordt uitgenodigd om zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst, die zal worden afgesloten met het Saint-Julien-Parnasse Instituut, in aanwezigheid van Gym Phénix.

BESLUIT : met 21 stemmen voor, 3 onthoudingen (Mme JAMOULLE, M. WAUTERS, M. VITOUX) :

- de overeenkomst goed te keuren, die zal worden afgesloten met het Saint-Julien-Parnasse Instituut, in aanwezigheid van Gym Phénix, met het doel om, in het Gymnasium gelegen Invalidenlaan, de omnisport zaal en 33 parkeerplaatsen te gebruiken tijdens de schooluren, evenals de zaal voor artistiek turnen tijdens dezelfde uren, gedurende maximum 8 uur per week.

- onderhavige beraadslaging, onder de vorm van een korte uiteenzetting, over te maken aan de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met het toezicht op de lokale besturen.

23.09.2010/A/022

23EME OBJET

COORDINATIONS SOCIALES LIQUIDATION DES SUBVENTIONS PREVUES AU BUDGET 2010 AUX ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES ET PHILANTROPIQUES.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale;

Vu sa décision du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative;

Vu la décision du Collège échevinal du 24 août 2010 constatant qu'il n'y a pas d'opposition aux règles de contrôle imposées et établissant que les montants octroyés au budget de 2010 sont réservés aux buts sociaux poursuivis par les groupements et associations concernés;

DECIDE : à l'unanimité

d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget de 2010 en faveur des groupements et associations patriotiques et philanthropiques.

La présente délibération, sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/022

23EVOORWERP

SOCIALE COORDINATIE UITKERING VAN DE TOELAGEN INGESCHEVEN IN DE BEGROTING VAN 2010 TEN VOORDELE VAN VADERLANDSLIEVENDE EN FILANTROPISCHE VERENIGINGEN.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering in kwestie;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege in zitting van 24 augustus 2010, waarbij wordt vastgesteld dat geen afwijking werd waargenomen van de opgelegde controlevoorschriften en bevestigde dat de uitgekeerde bedragen opgenomen in de begroting van 2010 afgedragen zijn voor de sociale doeleinden door de betrokken groeperingen en verenigingen nagestreefd;

BESLIST :bijeenparigheid

de uitkering der toelagen ingeschreven in de begroting van 2010 ten voordele van de vaderlandslievende en filantropische groeperingen of verenigingen toe te laten.

Onderhavige beraadslaging, zal onder de vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

ASSOCIATIONS PHILANTHROPIQUES – FILANTROPISCHE VERENIGINGEN.

Article 849/332/02

1. *Ligue des Familles – section Auderghem*

Présidente : Madame Bernadette DUPONT-COMART

Av. des Traquets, 17

1160 Bruxelles

068-2452440-16

250,00

2. *Blijf Jong Forum Oudergem*

Voorzitter : De Heer VANDENBERGHE Roger

Appelbloesemgaarde, 69

| | | | |
|-------|---|----------------|--------|
| | 1160 Brussel | 310-1593742-21 | 200,00 |
| ----- | | | |
| 3. | <i>Groupe des Aphasiques</i> | | |
| | Secrétaire : Madame SPELEERS Viviane | | |
| | Chée de Louvain, 795 | | |
| | 1140 Bruxelles | 210-0514000-49 | 75,00 |
| ----- | | | |
| 4. | <i>Réseau Santé Vieux Sainte-Anne</i> | | |
| | Secrétaire : Madame JONNE Marguerite | | |
| | Place Communale d'Auderghem, 21/3 | | |
| | 1160 Bruxelles | 068-0867760-25 | 400,00 |
| ----- | | | |
| 5. | <i>Service Contacts-Santé Blankedelle</i> | | |
| | Président : Monsieur WALRAVENS Alain | | |
| | Rue A. Meunier, 65 | | |
| | 1160 Bruxelles | 068-0650600-48 | 180,00 |
| ----- | | | |
| 6. | <i>Centre d'Entraide Saint-Julien</i> | | |
| | Président : Madame DUPONT Geneviève | | |
| | Avenue des Eperviers, 90 | | |
| | 1150 Bruxelles | 310-1345846-57 | 200,00 |
| ----- | | | |
| 7. | <i>Centre de distribution de vivres Notre Dame du Blankedelle</i> | | |
| | Secrétaire : Monsieur TOUILLAUX Richard | | |
| | Avenue Henri Schoofs, 9 | | |
| | 1160 Bruxelles | 310-1345846-57 | 400,00 |
| ----- | | | |
| 8. | <i>Groep Ziekenzorg</i> | | |
| | Voorzitster: Mevrouw Marielle DE MAERSSCHALCK | | |
| | Louis Marcxsstraat, 17 | | |
| | 1160 Brussel | 425-4130671-22 | 125,00 |
| ----- | | | |
| 9 | <i>Visiteurs des malades Saint-Julien</i> | | |
| | Trésorière Madame LAMPROYE Jeannine | | |
| | Av. Lebon, 123 bte 2 | | |
| | 1160 Bruxelles | 310-0592323-30 | 125,00 |
| ----- | | | |
| | <i>Visiteurs des malades Blankedelle</i> | | |
| | Madame DURAY Mariette | | |
| | Rue F. Delince, 13 | | |
| | 1160 Bruxelles | 210-0117154-30 | 125,00 |

SUBSIDES AMIS DE LA MORALE LAIQUE -- SUBSIDIE AMIS DE LA MORALE LAIQUE

Article 790/332/01

| | | | |
|----|---|----------------|--------|
| 1. | <i>Fédération des Amis de la Morale Laïque d'Auderghem.</i> | | |
| | Présidente: Madame VANLANDUYT Claude | | |
| | rue A. Swevers, 30 | | |
| | 1160 Bruxelles. | 310-0272177-81 | 300,00 |

GROUPEMENTS PATRIOTIQUES – VADERLANDSLIEVENDE GROEPERINGEN.

Article 762/332/02

| | | | |
|----|--|--|--|
| 1. | <i>Ligue nationale des Vétérans du Roi Léopold III-section Auderghem</i> | | |
|----|--|--|--|

N.V. der Veteranen van Koning's Léopold III – sektion Oudergem

Président: BAAR Antoine

Avenue G. E. Lebon, 8 bte 1

1160 Bruxelles

000-0254256-19

350,00

SUBSIDE OPERATION 11.11.11 – SUBSIDIE OPERATIE 11.11.11

Article 842/435/01

1. *Sociaal Kulturele Raad*

secretaris: Devleeschouwer Patrick

Dorpelingenstraat, 40

1160 Brussel

425-4178711-47

350,00

2. *Auderghem Tiers Monde*

secrétaire FRERE Jean-Luc

chaussée de Tervuren, 54

1160 Bruxelles

068-0786840-03

350,00

23.09.2010/A/023

24EME OBJET.

JEUNESSE LIQUIDATION DES SUBVENTIONS PREVUES AU BUDGET 2010.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale;

Vu sa décision du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative;

Considérant que des subsides en faveur des associations sont prévus au budget de l'exercice 2010 à l'article 761/332/02 et approuvés par l'autorité de tutelle ;

Vu la décision du Collège échevinal du 24 août 2010, constatant qu'il n'y a pas d'opposition 2010 sont réservés aux buts sociaux poursuivis par les groupements et associations concernés;

DECIDE : à l'unanimité

d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget de 2010 en faveur des associations suivantes :

Article 761/332/02 :

- Jongerengemeenschap VZW

2.500,- €

-Asbl Maison des Jeunes d'Auderghem

11.500,-.€

-Eté Jeunes

1.000,- €

La présente délibération, sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010 /A/023

24E VOORWERP.

**JEUGD UITKERING VAN DE TOELAGE INGESCHREVEN IN DE
BEGROTING VAN 2010.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen verleend door het Gemeentebestuur

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering in kwestie;

Overwegende dat de toelagen ten voordele van de verenigingen voorzien werden in de uitgaven van de begroting van 2010 op artikel 761/332/02 en goedgekeurd werden door de hogere overheid;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege in zitting van 24 augustus 2010., waarbij wordt vastgesteld dat geen afwijking werd waargenomen van de opgelegde controlevoorschriften en bevestigde dat de uitgekeerde bedragen opgenomen in de begroting van 2010 afgedragen zijn voor de doeleinden door de betrokken groeperingen en verenigingen nagestreefd;

BESLIST : bij éénparigheid

de uitkering der toelagen ingeschreven in de begroting van 2010 ten voordele van de volgende verenigingen toe te laten :

+Artikel 761/332/02 :

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| - Jongerengemeenschap VZW | 2.500,- € |
| - Asbl Maison des Jeunes d'Auderghem | 11.500,-€ |
| - « Eté Jeunes » | 1.000,- € |

Onderhavige beraadslaging, zal onder de vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/024

25EME OBJET

BIBLIOTHEQUE NEERLANDOPHONE **CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET LE COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE RELATIVE AU RACCORDEMENT DE LA BIBLIOTHEQUE COMMUNALE NEERLANDOPHONE AU « BRUSSELS NETWERK OPENBARE BIBLIOTHEEK ».**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 13 juillet 2001 concernant le développement d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale du Collège de la Commission communautaire flamande;

Vu la délibération du Collège échevinal, en séance du 15 juin 2010, donnant son accord sur l'établissement d'une convention entre la Commune d'Auderghem et le Collège de la Commission communautaire flamande,

Vu les dispositions légales en la matière ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale.

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver la convention qui règle les modalités relatives au raccordement de la bibliothèque communale néerlandophone au « Brussels Netwerk Openbare Bibliotheek » dans le cadre du développement d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale.

La présente délibération, ainsi que le texte intégral de la convention seront soumis à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/024

25E VOORWERP

NEDERLANDSTALIGE OVEREENKOMST TUSSEN DE GEMEENTE OUDERGEM EN HET COLLEGE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE, BETREFFENDE DE AANSLUITING VAN DE GEMEENTELIJKE NEDERLANDSTALIGE BIBLIOTHEEK OP HET "BRUSSELS NETWERK OPENBARE BIBLIOTHEKEN"

DE RAAD,

Gezien het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid door het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie;

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege in zitting van 15 juni 2010, gevende akkoord over het opstellen van een overeenkomst tussen de Gemeente Oudergem en het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie;

Gezien de wettelijke bepalingen terzake;

Gezien artikel 149 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met éénparigheid

de overeenkomst, die de praktische regels bepalen, betreffende de aansluiting van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek aan het "Brussels Netwerk Openbare Bibliotheek" in het kader van een uitbreiding van een kwalitatief en integraal cultuurbeleid goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging evenals de volledige tekst van de overeenkomst zal overgemaakt worden, aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/025

26EME OBJET

**FINANCES-RECETTE COMPTE BUDGETAIRE, BALANCE ET COMPTE DE
RESULTATS DU CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE
EXERCICE 2009 – APPROBATION.**

LE CONSEIL,

Vu que le compte budgétaire ainsi que la balance et le compte de résultats de l'exercice 2009 du Centre Public d'Action Sociale ont été approuvés par son Conseil en date du 28 juin 2010 ;

Vu la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976, plus particulièrement les articles 87 et 89 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

DECIDE à l'unanimité :

d'approuver le compte budgétaire ainsi que la balance et le compte de résultats de l'exercice 2009 du Centre Public d'Action Sociale d'Auderghem.

La présente délibération en quintuple exemplaire sera transmise à la Présidente du Centre Public d'Action Sociale qui se chargera de la présentation à l'Autorité de Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/025

26E VOORWERP.

**FINANCIEN-ONTVANGERIJ BEGROTINGSREKENING, BALANS EN
RESULTATENREKENING VAN HET OPENBAAR
CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN –
DIENSTJAAR 2009 – GOEDKEURING.**

DE RAAD,

Gezien de begrotingsrekening evenals de balans en resultatenrekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2009 werden goedgekeurd op 28 juni 2010 door de Raad van Maatschappelijk Welzijn ;

Gelet op de organieke wet op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, meerbepaald de artikelen 87 en 89 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid het artikel 117 ;

BESLIST met éénparigheid :

de begrotingsrekening, de balans en resultatenrekening voor het dienstjaar 2008 van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Oudergem goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal in vijfvoud overgemaakt worden aan de Voorzitter van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn die belast is met de verzending naar de Voogdijoverheid van het Brusselse Gewest.

23.09.2010/A/026

27EME OBJET.

**FINANCES-RECETTE BUDGET DE L'EXERCICE 2011 DE LA FABRIQUE
D'EGLISE NOTRE-DAME DU BLANKEDELLE -
APPROBATION.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Notre Dame du Blankedelle et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration ;

Attendu que ledit budget pour 2011 se présente en équilibre avec 19.720,00 €. en recettes et en dépenses, avec une intervention communale de 13.923,64 € conformément aux articles 92 et 94 du Décret Impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques d'Eglise et à l'article 255-9° de la nouvelle loi communale.

DECIDE par 11 voix pour,

7 voix contre (JAMOULLE, WAUTERS, COOPMANS, ARTUS, DE VOS, HARDY, VAN BELLINGHEN) / 4 abstentions (HERZL, HIRSCH, COPPENS, DESPINETO) ;

d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Blankedelle .

La présente délibération, en quadruple sera transmise à Monsieur le Ministre de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/026

27 VOORWERP

FINANCIEN-ONTVANGERIJ BEGROTING VAN HET DIENSTJAAR 2011 VAN DE KERKFABRIEK VAN ONZE-LIEVE VROUW BLANKEDELLE - GOEDKEURING.

DE RAAD,

Gezien de wet van 4 maart 1870 voor het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkfabriek van Onze-Lieve Vrouw Blankedelle, en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling ;

Gezien de begroting 2011 zich in evenwicht voorstelt met 19.720,00 €- in ontvangsten en in uitgaven met een gemeentelijke tussenkomst van 13.923,64 € overeenkomstig de artikelen 92 en 94 van de Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 betreffende de Kerkfabrieken en het artikel 255-9° van de nieuwe gemeentewet.

BESLIST: met 11 stemmen voor / 07 stemmen tegen (JAMOULLE, WAUTERS, COOPMANS, ARTUS, DE VOS, HARDY, VAN BELLINGHEN) / 4 onthoudingen (HERZL, HIRSCH, COPPENS, DESPINETO);

een gunstig advies uit te brengen over de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve Vrouw van Blankedelle.

Onderhavige beraadslaging, in viervoud zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister van het Administratief Arrondissement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/027

28EME OBJET.

FINANCES-RECETTE BUDGET DE L'EXERCICE 2011 DE LA FABRIQUE D' EGLISE SAINTE-ANNE-AVIS.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Sainte-Anne et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2011 se présente en équilibre avec 95.546,88€ en recettes et en dépenses, sans intervention communale ;

DECIDE : par 13 voix pour,

9 abstentions (DESPINETO, COPPENS, JAMOULLE, WAUTERS, ARTUS, DE VOS, HARDY, VAN BELLINGHEN, HIRSCH)

d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Anne.

La présente délibération, en quintuple sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/027

28E VOORWERP

FINANCIEN-ONTVANGERIJ BEGROTING VAN HET DIENSTJAAR 2010 VAN DE KERKFABRIEK SINT-ANNA. - ADVIES.

DE RAAD,

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkfabriek Sint-Anna en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 voor het tijdelijke van de eredienssten ;

Gezien de begroting van het dienstjaar 2010 zich in evenwicht voorstelt met 95.546,88 € in ontvangsten en in uitgaven zonder gemeentelijke tussenkomst;

BESLIST: met 13 stemmen voor,

9 onthoudingen (DESPINETO, COPPENS, JAMOULLE, WAUTERS, ARTUS, DE VOS, HARDY, VAN BELLINGHEN, HIRSCH)

een gunstig advies uit te brengen voor de begroting van het dienstjaar 2010 van de Kerkfabriek Sint-Anna.

Onderhavige beraadslaging, in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

23.09.2010/A/028

29EME OBJET

**ECONOMAT EXPEDITION DU COURRIER COMMUNAL - RATIFICATION DU
NOUVEAU CONTRAT AVEC LA POSTE.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que notre Administration utilise depuis deux ans le service »Servipost » de La Poste pour l'enlèvement, l'affranchissement et le traitement du courrier ;

Attendu que le 1^{er} août 2010, le service « Servipost » devient » Collect & Stamp » ;

Attendu que ce changement nécessite la signature d'un nouveau contrat ;

Attendu que les tarifs de « Collect & Stamp » comportent 3 volets : l'affranchissement, le traitement et l'enlèvement.

Affranchissement :

Idem que système actuel, les tarifs d'affranchissement standards sont applicables aux envois nationaux et internationaux (prior et non prior) et aux envois recommandés.

Traitement :

Actuellement, un tarif dégressif est calculé en fonction du poids total.

Dans le nouveau contrat, pour le calcul des tarifs de traitement, un système de points est utilisé.

Selon le type d'envoi, le traitement de cet envoi correspond à un certain nombre de points.

Chaque mois le nombre total de points est calculé. Chaque formule » Collect & Stamp » »

correspond à un nombre minimum et à un nombre maximum de points par mois. La formule

proposée à notre administration est « Collect & Stamp Business+ » soit le tarif le plus intéressant.

Enlèvement :

Un montant fixe par mois en fonction du moment de l'enlèvement. En conservant le même horaire le coût s'élèvera à 99 € au lieu de 66 € actuellement.

Attendu que les tarifs applicables à chacun de ces volets sont repris dans l'annexe tarifaire jointe au contrat ;

Vu que les documents contractuels suivants s'appliquent aux services » Collect & Stamp » : le contrat « Collect & Stamp », l'annexe tarifaire, les conditions générales « Collect & Stamp », la(les) confirmations de service et le manuel de l'utilisateur ;

Vu qu'un montant de 42.000 € est prévu à l'article 104/12307 du budget ordinaire de 2010 pour frais de correspondance d'administration générale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 20 juillet 2010 de marquer son accord pour souscrire au nouveau contrat »Collect & Stamp » de La Poste et de le soumettre pour ratification au Conseil communal ;

DECIDE :

de ratifier le nouveau contrat « Collect & Stamp » de La Poste.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur Communal avec les pièces justificatives.

23.09.2010/A/028

29E VOORWERP

ECONOMAAT VERZENDING VAN DE GEMEENTEBRIEVEN – BECHRATIGING VAN HET CONTRACT MET DE POST.

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.

Gezien dat sinds twee jaar de “Servipost”dienst van De Post door ons Gemeentebestuur wordt gebruikt voor de afhaling, de frankering en de behandeling van de brieven;

Gezien dat op 1 augustus 2010 de ”Servipost”dienst de “Collect & Stamp” wordt;

Gezien dat deze verandering de handtekening van een nieuw contract eist;

Gezien dat de tarieven voor « Collect & Stamp » uit 3 luiken bestaan : frankering, behandeling en afhaling;

Frankering:

Idem als het tegenwoordig systeem, de standaard frankeertarieven gelden voor de binnenlandse en internationale zendingen (prior en non prior) en voor de aangetekende zendingen.

Behandeling:

Nu: een afnemend tarief dat berekend wordt naargelang van het totaal gewicht ;

Met het nieuw contract: voor het berekenen van de behandelingstarieven wordt een puntensysteem gehanteerd. Naargelang het type van zending komt de behandeling ervan overeen met een aantal punten. Per maand wordt het totaal punten berekend. Elke “Collect & Stamp” formule komt overeen met een minimum en een maximum aantal punten per maand. . De beste formule die aan ons Gemeentebestuur wordt voorgesteld is « Collect & Stamp Business+” met het voordeeligste tarief

Afhaling :

Eenzelfde bedrag per maand in functie van het afhalingsmoment. Met dezelfde uurafhaling zal het vanaf nu 99 € kosten in plaats van 66 €.

Gezien dat in de tariefbijlage toegevoegd aan het contract, de tarieven voor ieder luik worden vermeld;

Gezien dat volgende contractuele documenten van toepassing zijn op de “Collect & Stamp”diensten:”Collect & Stamp” contract, de tariefbijlage, de algemene voorwaarden “Collect & Stamp”, de dienstbevestiging(en) en de gebruikershandleiding;

Gezien er op artikel 104 /12307 van de gewone begroting van 2010 een som van 42.000 € voorzien is voor de frankeringskosten voor het algemeen bestuur;

Gezien dat het Schepencollege van 20 juli 2010 beslist heeft met het nieuw contract “Collect & Stamp” van De Post in te stemmen en dit contract aan de Gemeenteraad voor te leggen voor ratificatie;

BESLIST :

- het nieuw contract “Collect & Stamp” van De Post te ratificeren.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

23.09.2010/A/029

30EME OBJET

FINANCES-REMUNERATIONS APPROBATION PAR LE CONSEIL COMMUNAL DE LA CONVENTION DU 24/09/2010 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET LA COMMUNE, PREVOYANT L’OCTROI D’UNE SUBVENTION SPECIALE POUR 2010, VISANT A FINANCER A HAUTEUR DE 1% LES AUGMENTATIONS BAREMIQUES CUMULEES DE 2% DES 1^{ER} JUILLET 2004, 1^{ER} JANVIER 2005, POUR L’ENSEMBLE DES AGENTS ET 1^{ER} AVRIL 2006 POUR LE SECRETAIRE ET LE RECEVEUR.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2010 octroyant aux communes un subside visant à financer partiellement la revalorisation barémique des agents des communes et des C.P.A.S., pour l'exercice 2010 ;

Vu les circulaires de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale des 20 juin et 19 juillet 2010 portant application de l'accord sectoriel 2000/2001 – Octroi d'une augmentation salariale de 2% aux membres du personnel des communes - Intervention régionale – Arrêté du Gouvernement du 3 juin 2010;

Vu sa délibération du 23 septembre 2004, référence 23.09.2004/A/009, portant « : statut pécuniaire du personnel communal – Modifications – Augmentation des barèmes des agents communaux de 1% au 1^{er} juillet 2004 (premier pourcent) », devenue exécutoire par expiration du délai en date du 16 décembre 2004 ;

Vu sa délibération du 27 janvier 2005 (référence 27.01.2005/A/001) portant : «statut pécuniaire du personnel communal - Modifications – Revalorisation salariale subventionnée par la Région d'un pourcent au 1^{er} janvier 2005 (deuxième pourcent) pour les agents communaux, à l'exception des grades légaux, des mandataires et du personnel enseignant », devenue exécutoire par expiration de délai en date du 29 mars 2005 ;

Vu l'ordonnance du 9 mars 2006 qui remplace l'article 28, § 1^{er}, al 1er de la NLC ;

Vu sa délibération du 18 mai 2006, référence 18.05.2006/A/013, portant : « statut pécuniaire du personnel communal – Modifications de l'échelle barémique du Secrétaire et du Receveur communal au 1^{er} avril 2006 (+ 2%), approuvée par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale par arrêté du 7 juillet 2006 (référence 002-2006/5427-dd) ;

Vu que l'octroi de la subvention régionale est subordonné à l'approbation par le Conseil communal de la Convention conclue entre la Commune et la Région ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide, à l'unanimité :

d'approuver la Convention du 24/09/2010 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune prévoyant l'octroi d'une subvention spéciale pour 2010, visant à financer à hauteur de 1% les augmentations barémiques cumulées de 2% des 1^{er} juillet 2004, 1^{er} janvier 2005 pour l'ensemble des agents, et 1^{er} avril 2006 pour le Secrétaire et le Receveur.

La subvention est égale à 1/102^{ème} de la masse salariale des agents de la commune et du C.P.A.S. pour les prestations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 ;

De verser, conformément à l'article 4 de cette convention, la quote-part destinée au C.P.A.S. dans les quinze jours de sa réception.

La présente délibération ainsi que la Convention signée, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/029

30E VOORWERP

FINANCIEN-BEZOLDIGINGEN

GOEDKEURING DOOR DE GEMEENTERAAD VAN DE OVEREENKOMST VAN 24/09/2010 TUSSEN DE REGERING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN DE GEMEENTE, DIE DE TOEKENNING VOORZIET VAN EEN BIJZONDERE TOELAGE, VOOR 2010, TEN EINDE, MET 1% DE GECUMULEERDE BAREMAVERHOGINGEN VAN 2% TOEGESTAAN OP 1 JULI 2004 EN 1 JANUARI 2005 VOOR HET VOLTALLIGE PERSONEEL EN 1 APRIL 2006 VOOR DE GEMEENTESECRETARIS EN VOOR DE GEMEENTEONTVANGER.

DE RAAD,

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2010 tot toekenning van een subsidie aan de gemeenten gericht op de gedeeltelijke financiering van de barema verhoging van de ambtenaren van de gemeenten en de OCMW's, voor het dienstjaar 2010;

Gezien de omzendbrieven van de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juni en 19 juli 2010 houdende : “Toepassing van het sectoraal akkoord 2000/2001 – Toekenning van een loonsverhoging van 2% aan de personeelsleden van de gemeenten – Gewestelijke tegemoetkoming – Besluit van de regering van 3 juni 2010”;

Gezien zijn beraadslaging van 23 september 2004, refert 23.09.2004/A/009, houdende “Geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Wijzigingen - Baremaverhoging van 1% vanaf 1 juli 2004 voor de gemeentebeambten (eerste percent)”, uitvoerbaar geworden, door het verstrijken van de termijn in datum van 16 december 2004;

Gezien zijn beraadslaging van 27 januari 2005, refert 27.01.2005/A/001, houdende “Geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Wijzigingen – Loonherwaardering gesubsidieerd door het Gewest, van 1% (2^{de} percent), vanaf 1 januari 2005, voor de gemeentebeambten, met uitzondering van de wettelijke graden, de mandatarissen en het onderwijzend personeel”, uitvoerbaar geworden, door het verstrijken van de termijn in datum van 29 maart 2005;

Gezien de ordonnantie van 9 maart 2006 die artikel 28, §1^{ste}, 1^{ste} lid van de NGW vervangt;

Gezien zijn beraadslaging van 18 mei 2006, refert 18.05.2006/A/013, houdende : “Geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Wijzigingen van de weddeschaal van de Gemeentesecretaris en van de Gemeenteontvanger op 1 april 2006 (+2%), goedgekeurd door de Heer Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering door besluit van 7 juli 2006 (refert 002-2006/5427-dd);

Gezien dat de toekenning van de gewestelijke subsidie onderworpen wordt aan de goedkeuring door de Gemeenteraad van de overeenkomst tussen de Gemeente en het Gewest;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Beslist : met éénparigheid,

De overeenkomst van 24/09/2010 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente goed te keuren, die de toekenning voorziet van een bijzondere toelage voor 2010, ten einde, met 1% de gecumuleerde baremaverhogingen van 2% toegestaan op 1 juli 2004 en 1 januari 2005 voor het voltallige personeel en 1 april 2006 voor de Gemeentesecretaris en voor de Gemeenteontvanger;

De subsidie stemt overeen met 1/102^{de} van de loonmassa van de personeelsleden van de gemeente en het OCMW voor prestaties verricht tussen 1 januari tot en met 31 december 2010;

In toepassing van het artikel 4 van die overeenkomst, het deel dat bestemd is voor het O.C.M.W. binnen de vijftien dagen na ontvangst door te storten;

Onderhavige beraadslaging en de ondertekende overeenkomst, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Pers. Com.

CONVENTION

entre

le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Représenté par Monsieur Charles PICQUÉ, Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et sites et de la Propreté publique.

Ci-après dénommé « le Gouvernement »

et

la Commune de Auderghem

représentée par Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre
et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal

Ci-après dénommé « la Commune »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Conformément à l'arrêté du Gouvernement du 3 juin 2010, le Gouvernement alloue à la Commune une subvention destinée à couvrir 1/102^{ème} de la masse salariale dans le cadre de la revalorisation salariale de maximum 2% octroyée en application de l'accord sectoriel 2000/2001 conclu au sein du Comité C de la Région de Bruxelles-Capitale.

Outre la quote-part qui revient à la Commune, cette subvention comprend une quote-part destinée au Centre Public d'Aide Sociale (CPAS), une quote-part destinée aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, une quote-part destinée au Mont-de-Piété et une quote-part destinée à l'hôpital ou aux hôpitaux publics dont la commune prend le déficit en charge, qui ont accordé la même revalorisation salariale.

Article 2

La présente convention porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.

Article 3

Pour la mise en œuvre de la présente convention, il y a lieu de se référer à la circulaire 2010 relative à l'application de l'accord sectoriel 2000/2001 concernant l'octroi d'une augmentation salariale de 2 % aux membres du personnel des communes.

Article 4

La commune s'engage à reverser, dans les 15 jours de leur réception, les quotes-parts de l'avance et du solde qui sont destinées au CPAS aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et aux hôpitaux dont elle prend le déficit en charge.

La Commune transmettra, dans le même délai, au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs locaux, boulevard du Jardin Botanique 20, à 1035 Bruxelles, la preuve du versement des quotes-parts dues au CPAS aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et aux hôpitaux dont elle prend le déficit en charge.

En l'absence d'une telle preuve et après rappel par lettre recommandée, le Gouvernement pourra réclamer le remboursement de l'avance et/ou du solde concernés.

Article 5

La subvention couvre pour chaque commune 1/102^{ème} de la masse salariale du personnel (à l'exclusion des membres du personnel non concernés par l'augmentation salariale telle que prévue par l'accord sectoriel 2000/2001) de la commune, du Mont-de-Piété, du CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et des hôpitaux dont la commune doit prendre le déficit en charge ;

Par masse salariale, il faut entendre les traitements bruts, les allocations de fin d'année, les pécules de vacances, les cotisations patronales pour les prestations effectuées en 2010, les pensions payées au cours de l'exercice 2010 par la commune ou le fonds de pension.

Article 6

Pour l'année 2010, il est alloué aux bénéficiaires une avance de 75 % de 1/102^{ème} de la masse salariale de la commune, du Mont-de-Piété, du CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et des hôpitaux dont la commune prend le déficit en charge sur base du montant total accepté par l'Administration des pouvoirs locaux pour l'année 2008.

L'avance est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance mentionnant le motif du paiement, le montant demandé en paiement, le n° du visa d'engagement et le n° de compte

bancaire sur lequel ce montant doit être versé. La déclaration de créance doit être adressée au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, au plus tard le 30 juin 2010.

Article 7

Le solde de la subvention pour l'exercice 2010 sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre dans un délai de 15 jours une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les pièces justificatives se composent d'un récapitulatif détaillé et de la balance générale des articles budgétaires reprenant les codes économiques tels que mentionnés dans la circulaire, des attestations du fonds de pension ou du Receveur de la commune ou du CPAS. Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées par le bénéficiaire de la subvention ont été réellement effectuées afin de réaliser les actions pour lesquelles la subvention est prévue.

Les documents justificatifs, doivent être introduits pour le 31 mai 2011 au plus tard. Ce délai est de stricte application. La commune autorise la Direction des initiatives spécifiques à contrôler sur place, le cas échéant, les pièces justificatives.

Les bénéficiaires s'engagent à ne plus fournir de pièces justificatives supplémentaires et à ne pas solliciter de subvention complémentaire, à partir de la date à laquelle la déclaration de créance relative au montant final a été transmise à la Direction de la Comptabilité.

Article 8

Les déclarations de créance doivent être introduites au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Direction de la Comptabilité – local 8.119 – CCN 8^{ème} étage, rue du Progrès, 80 boîte 1 à 1035 Bruxelles. Les déclarations de créance indiquent : le motif du paiement, le montant du paiement, le n° de visa d'engagement, et le n° de compte bancaire de la commune.

Les pièces justificatives doivent être introduites à l'Administration des Pouvoirs Locaux – Direction des Initiatives Spécifiques – City Center, Boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles.

Article 9

La présente convention entre en vigueur à la date de la signature par toutes les parties.

Article 10

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux tribunaux de Bruxelles seuls compétents.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 2010,

en autant d'exemplaires que de parties

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

Charles PICQUÉ

Pour la Commune,

Le Secrétaire communal,
Etienne SCHOONBROODT

Le Bourgmestre,
Didier GOSUIN

OVEREENKOMST

Tussen

de Brusselse Hoofdstelike Regering,

vertegenwoordigd door de heer Charles PICQUÉ, Minister-President belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Nethheid.

hierna "de Regering" genoemd

en

de Gemeente Oudergem

vertegenwoordigd door de heer Didier. GOSUIN, Burgemeester

en de heer. Etienne SCHOONBROODT, Gemeentesecretaris

hierna "de Gemeente" genoemd

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

Overeenkomstig het regeringsbesluit van 3 juni 2010 verleent de regering aan de gemeente een subsidie bedoeld om overeen te stemmen met $1/102^{de}$ van de loonmassa in het kader van de loonsverhoging van 2% toegekend in toepassing van het sectoraal akkoord 2000/2001 dat binnen het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten.

Naast het deel dat de Gemeente toekomt, omvat deze subsidie nog een deel dat bestemd is voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW), een deel ook voor de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en in voorkomend geval, een deel bestemd voor de Berg van Barmhartigheid en het ziekenhuis of de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste neemt, die dezelfde loonsverhoging hebben toegekend.

Artikel 2

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari tot en met 31 december 2010.

Artikel 3

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verwezen naar de omzendbrief van 2010 tot toepassing van het sectoraal akkoord 2000/2001 houdende toekenning van een loonsverhoging van 2% aan de leden van het gemeentepersoneel.

Artikel 4

De Gemeente verbindt zich ertoe de gedeelten van het voorschot en van het saldo die bestemd zijn voor het OCMW, voor de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en in voorkomend geval voor de Berg van Barmhartigheid en aan de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste neemt, door te storten binnen de 15 dagen na ontvangst.

De Gemeente dient binnen dezelfde termijn het stortingsbewijs van de gedeelten die verschuldigd zijn aan het OCMW, aan de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en, in voorkomend geval, aan de Berg van Barmhartigheid en aan de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste neemt, te bezorgen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Bij gebrek aan dergelijk bewijs en na een aanmaning per aangetekend schrijven, kan de Regering de terugbetaling van het betrokken voorschot en/of het saldo vorderen.

Artikel 5

De subsidie stemt overeen met $1/102^e$ van de loonmassa van het personeel (met uitsluiting van de personeelsleden waarop de loonsverhoging als bepaald in het sectoraal akkoord 2000/2001 geen betrekking heeft) van de gemeente, de Berg van Barmhartigheid, het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976

op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste dient te nemen; Onder loonmassa moet verstaan worden de brutowedden, de eindejaarstoelagen, het vakantiegeld, de werkgeversbijdragen, voor de prestaties uitgevoerd in 2010, de pensioenen betaald in de loop van het dienstjaar 2010 door de gemeente of het pensionfonds.

Artikel 6

Voor het jaar 2010, wordt een voorschot toegekend ten belope van 75 % van $1/102^e$ van de loonmassa van de gemeenten, de Berg van Barmhartigheid, het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste neemt op basis van het totaal bedrag aanvaard door de Administratie plaatselijke besturen voor het jaar 2008.

Het voorschot word uitgekeerd mits overlegging van 1 schuldvordering die melding moeten maken van de reden van de betaling, het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd, het visumnummer voor vastlegging en het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort. De schuldvordering dient uiterlijk op de 30 juni 2010 naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verstuurd te worden.

Artikel 7

Het saldo van de subsidie voor het dienstjaar 2010 zal uitgekeerd worden na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Nadat voornoemde stukken gecontroleerd zijn wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht binnen 15 dagen een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De bedoelde verantwoordingsstukken bestaan uit een synthesetabel en de algemene balans van de begrotingsartikels die de economische codes vermeldt zoals bedoeld in de omzendbrief, uit de attesten van het pensionfonds of van de gemeente of OCMW ontvanger. Uit de controle van de verantwoordingsstukken door de beherende administratieve dienst moet blijken dat alle vastgelegde uitgaven daadwerkelijk verricht werden voor de realisatie van de acties waarvoor de subsidie verleend wordt;

De stavingstukken zoals bedoeld in het besluit moeten worden ingediend ten laatste op 31 mei 2011. Deze termijn dient strikt in acht genomen worden. Desnoods laat de gemeente de directie specifieke initiatieven toe de verantwoordingsstukken ter plaatse te kunnen controleren.

De begunstigten verbinden zich ertoe geen bijkomende verantwoordingsstukken meer in te dienen en geen bijkomende subsidie meer aan te vragen vanaf de datum waarop de schuldvordering voor het eindbedrag verstuurd is naar de Directie Comptabiliteit.

Artikel 8

De schuldvorderingen moeten ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Directie Comptabiliteit – lokaal 8.119 – CCN 8^{ste} verdieping, Vooruitgangstraat 80, bus 1, 1035 Brussel, met afschrift voor het Bestuur Plaatselijke Besturen – Directie Specifieke Initiatieven – City Center, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

De schuldvorderingen vermelden de reden van de betaling, het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd, het visumnummer voor vastlegging en het bankrekeningnummer van de gemeente.

De verantwoordingsstukken moeten ingediend worden bij het Bestuur Plaatselijk Besturen – Directie Specifieke initiatieven – City Center, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

Artikel 9

Deze overeenkomst gaat in op de dag van de ondertekening door alle partijen.

Artikel 10

Voor alle betwistingen en geschillen in verband met deze overeenkomst zijn uitsluitend de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt te Brussel, op 7 oktober 2010
in zoveel exemplaren als er partijen zijn

Voor de Regering,
De Minister-President,

Charles PICQUÉ
Voor de Gemeente,
De Gemeentesecretaris
Etienne SCHOONBROODT.

De Burgemeester
Didier GOSUIN.

23.09.2010/A/030

31EME OBJET
FINANCES-REMUNERATIONS APPROBATION PAR LE CONSEIL COMMUNAL DE LA CONVENTION DU 24/09/2010 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET LA COMMUNE, PREVOYANT L'OCTROI D'UNE SUBVENTION SPECIALE POUR 2010, VISANT A FINANCER A HAUTEUR DE 2% LES AUGMENTATIONS BAREMIQUES CUMULEES DE 3% DES 1^{ER} MARS 2007 ET 1^{ER} JANVIER 2009, POUR LES AGENTS DES NIVEAUX D ET E.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2010 octroyant aux communes un subside visant à financer partiellement la revalorisation barémique des agents des niveaux D et E des communes et des C.P.A.S. à partir du 1^{er} mars 2007, pour l'exercice 2010 ;

Vu les circulaires de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale des 20 juin et 19 juillet 2010 portant application de l'accord sectoriel 2005/2006 – Octroi d'une augmentation salariale de 2% aux membres du personnel des niveaux D et E des communes à partir du 1^{er} mars 2007 - Intervention régionale – Arrêté du Gouvernement du 3 juin 2010 ;

Vu sa délibération du 25 octobre 2007, référence 25.10.2007/A/011, portant : statut pécuniaire du personnel communal – Modifications – Revalorisation salariale, subventionnée par la Région, de 2% au 1^{er} mars 2007 pour les agents communaux des niveaux D et E (échelles organiques), approuvée par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale par arrêté du 19 décembre 2007 (référence 002-2007/10763-dd) ;

Vu sa délibération du 20 décembre 2007 (référence 20.12.2007/A/013) portant : statut pécuniaire du personnel communal – Modifications – Revalorisation salariale complémentaire de 1% au 1^{er} janvier 2008 pour les agents communaux des niveaux D et E (échelles organiques), approuvée par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par arrêté du 18 février 2008 (référence 002-2008/282dd) ;

Vu que l'octroi de la subvention régionale est subordonné à l'approbation par le Conseil communal de la Convention conclue entre la Commune et la Région ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide, à l'unanimité :

d'approuver la Convention du 24/09/2010 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune prévoyant l'octroi d'une subvention spéciale, pour 2010, visant à financer à hauteur de 2% les augmentations barémiques cumulées de 3% des 1^{er} mars 2007 et 1^{er} janvier 2009, pour les agents des niveaux D et E.

La subvention est égale à 2/103^{èmes} de la masse salariale du personnel des niveaux D et E de la commune et du C.P.A.S. pour les prestations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 ;

De verser, conformément à l'article 4 de cette Convention, la quote-part destinée au C.P.A.S. dans les quinze jours de sa réception.

La présente délibération ainsi que la Convention signée, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/030

31E VOORWERP

FINANCIEN-BEZOLDIGINGEN GOEDKEURING DOOR DE GEMEENTERAAD VAN DE OVEREENKOMST VAN 24/09/2010 TUSSEN DE REGERING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN DE GEMEENTE, DIE DE TOEKENNING VOORZIET VAN EEN BIJZONDERE TOELAGE, VOOR 2010, TEN EINDE, MET 2% DE GECUMULEERDE BAREMAVERHOGINGEN VAN 3% TOEGESTAAN OP 1 MAART 2007 EN 1 JANUARI 2008 VOOR DE BEAMBTEN VAN DE NIVEAUS D EN E FINANCIEREN.

DE RAAD,

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2010 tot toekenning van een subsidie aan de gemeenten tot financiering van de loonsverhoging van de personeelsleden van de niveau D en E van de gemeenten en de OCMW's, vanaf 1 maart 2007 voor het dienstjaar 2009;

Gezien de omzendbrieven van de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juni en 19 juli 2010 houdende : “Toepassing van het sectoraal akkoord 2005/2006 – Toekenning van een loonsverhoging van 2% vanaf 1 maart 2007 aan de personeelsleden van niveau D en E van de gemeenten – Gewestelijke tegemoetkoming – Besluit van de regering van 3 juni 2010”;

Gezien zijn beraadslaging van 25 oktober 2007, refert 25.10.2007/A/011, houdende “Geldelijk statuut van het gemeente personeel – Wijzigingen – Loonsherwaardering, gesubsidieerd door het Gewest van 2%, vanaf 1 maart 2007, voor de gemeentebeambten van de niveaus D en E (organieke weddeschalen)”, goedgekeurd door de Heer Minister President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering door besluit van 19 december 2007 (refert 002-2007/10763-dd);

Gezien zijn beraadslaging van 20 december 2007 (refert 20.12.2007/A/013) houdende “Geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Wijzigingen – Aanvullende loon herwaardering ten belope van 1%, vanaf 1 januari 2008, voor de gemeentebeambten van de niveaus D en E (organieke weddeschalen)”, goedgekeurd door de Heer Minister President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering door besluit van 18 februari 2008 (refert 002-2008/282-dd);

Gezien dat de toekenning van de gewestelijke subsidie onderworpen wordt aan de goedkeuring door de Gemeenteraad van de overeenkomst tussen de Gemeente en het Gewest;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Beslist : met éénparigheid,

de overeenkomst van 24/09/2010 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente goed te keuren, die de toekenning voorziet van een bijzondere toelage voor 2010, ten einde, met 2% de gecumuleerde baremaverhogingen van 3% toegestaan op 1 maart 2007 en 1 januari 2008 voor de beambten van de niveaus D en E financieren;

De subsidie stemt dus overeen met 2/103^{de} van de loonmassa van de personeelsleden van niveaus D en E van de gemeente en het OCMW voor de prestaties verricht tussen 1 januari tot en met 31 december 2010;

In toepassing van het artikel 4 van die overeenkomst, het deel dat bestemd is voor het O.C.M.W. binnen de vijftien dagen na ontvangst door te storten;

Onderhavige beraadslaging en de ondertekende overeenkomst, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Niveau D/E

CONVENTION

entre

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Représenté par Monsieur Charles PICQUÉ, Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et sites et de la Propreté publique.

Ci-après dénommé « le Gouvernement »

et

la Commune d'Auderghem

représentée par Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre
et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal

Ci-après dénommé « la Commune »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Conformément à l'arrêté du Gouvernement du 3 juin 2010, le Gouvernement alloue à la Commune une subvention à concurrence de 2/103^{èmes} de la masse salariale des niveaux D et E dans le cadre de la revalorisation salariale de 2% à partir du 1^{er} mars 2007 et de 1% à partir du 1^{er} janvier 2008 octroyée en application de l'accord sectoriel 2005/2006 conclu au sein du Comité C de la Région de Bruxelles-Capitale.

Outre la quote-part qui revient à la Commune, cette subvention comprend une quote-part destinée au Centre Public d'Aide Sociale (CPAS), une quote-part destinée aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, une quote-part destinée au Mont-de-Piété et une quote-part destinée à l'hôpital ou aux hôpitaux publics dont la commune prend le déficit en charge, qui ont accordé la même revalorisation salariale.

Article 2

La présente convention porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.

Article 3

Pour la mise en œuvre de la présente convention, il y a lieu de se référer à la circulaire 2010 relative à l'application de l'accord sectoriel 2005/2006 concernant l'octroi d'une augmentation salariale de 2 % à partir du 1^{er} mars 2007 et de 1 % à partir du 1^{er} janvier 2008 des membres du personnel des niveaux D et E des communes.

Article 4

La commune s'engage à reverser, dans les 15 jours de leur réception, les quotes-parts de l'avance et du solde, qui sont destinées au CPAS, aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et aux hôpitaux dont elle prend le déficit en charge.

La Commune transmettra, dans le même délai, au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs locaux, boulevard du Jardin Botanique, 20, à 1035 Bruxelles, la preuve du versement des quotes-parts dues au CPAS et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et aux hôpitaux dont elle prend le déficit en charge.

En l'absence d'une telle preuve et après rappel par lettre recommandée, le Gouvernement pourra réclamer le remboursement de l'avance et/ou du solde concernés.

Article 5

La subvention couvre pour chaque commune 2/103^{èmes} de la masse salariale du personnel (à l'exclusion des membres du personnel non concernés par l'augmentation salariale telle que prévue par l'accord sectoriel 2005/2006) de la commune, du Mont-de-Piété, du CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et des hôpitaux dont la commune doit prendre le déficit en charge.

Par masse salariale, il faut entendre les traitements bruts, les allocations de fin d'année, les pécules de vacances, les cotisations patronales pour les prestations effectuées en 2010.

Pour l'année 2010, il est alloué aux bénéficiaires une avance de 75% de 2/103^{èmes} de la masse salariale de la commune, du Mont-de-Piété, du CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics

d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et des hôpitaux dont la commune prend le déficit en charge sur base du montant de l'avance 2009 fourni par les communes.

L'avance est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance mentionnant le motif du paiement, le montant demandé en paiement, le n° du visa d'engagement et le n° de compte bancaire sur lequel ces montants doivent être versés. La déclaration de créance doit être adressée au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, au plus tard le 30 juin 2010.

Article 7

Le solde de la subvention pour l'exercice 2010 sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisé la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre dans un délai de 15 jours une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les pièces justificatives se composent d'un récapitulatif détaillé et de la balance générale des articles budgétaires reprenant les codes économiques tels que mentionnés dans la circulaire. Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées par le bénéficiaire de la subvention ont été réellement effectuées afin de réaliser les actions pour lesquelles la subvention est prévue.

Les documents justificatifs, tels que précités dans l'arrêté, doivent être introduits pour le 31 mai 2011 au plus tard. Ce délai est de stricte application. La commune autorise la Direction des initiatives spécifiques à contrôler sur place, le cas échéant, les pièces justificatives.

Les bénéficiaires s'engagent à ne plus fournir de pièces justificatives supplémentaires et à ne pas solliciter de subvention complémentaire, à partir de la date à laquelle la déclaration de créance relative au montant final a été transmise à la Direction de la Comptabilité.

Article 8

Les déclarations de créance doivent être introduites au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Direction de la Comptabilité – local 8.119 – CCN 8^{ème} étage, rue du Progrès, 80 boîte 1, 1035 Bruxelles

Les déclarations de créance indiquent : le motif du paiement, le montant du paiement, le n° de visa d'engagement et le n° de compte bancaire de la commune.

Les pièces justificatives doivent être introduites à l'Administration des Pouvoirs Locaux – Direction des Initiatives Spécifiques – City Center, Boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles.

Article 9

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par toutes les parties.

Article 10

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux tribunaux de Bruxelles seuls compétents.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 2010

en autant d'exemplaire que de parties

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
Charles PICQUÉ
Pour la Commune,

Le Secrétaire communal,
Etienne SCHOONBROODT

Le Bourgmestre,
Didier GOSUIN

Niveau D/E

OVEREENKOMST, tussen

de Brusselse Hoofdstelijke Regering,

vertegenwoordigd door de heer Charles PICQUÉ, Minister-President belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid.

hierna "de Regering" genoemd.

en

de Gemeente Oudergem

vertegenwoordigd door de heer Didier GOSUIN, Burgemeester
en de Heer. Etienne SCHOONBROODT, Gemeentesecretaris
hierna “de Gemeente” genoemd.

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

Overeenkomstig het regeringsbesluit van 3 juni 2010, verleent de regering aan de Gemeente een subsidie ten belope van $2/103^{\text{de}}$ van de loonmassa van de niveau's D en E in het kader van de loonsverhoging van 2% vanaf 1 maart 2007 en 1% vanaf 1 januari 2008 toegekend in toepassing van het sectoraal akkoord 2005/2006 dat binnen het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten. Naast het deel dat de Gemeente toekomt, omvat deze subsidie nog een deel dat bestemd is voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW), voor de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en in voorkomend geval een deel bestemd voor de Berg van Barmhartigheid en het ziekenhuis of de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste neemt, die dezelfde loonsverhoging hebben toegekend.

Artikel 2

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari tot en met 31 december 2010.

Artikel 3

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verwezen naar de omzendbrief van 2010 tot toepassing van het sectoraal akkoord 2005/2006 houdende toekenning van een loonsverhoging van 2% vanaf 1 maart 2008 en 1% vanaf 1 januari 2008 aan de leden van het gemeentepersoneel van niveau D en E.

Artikel 4

De Gemeente verbindt zich ertoe de gedeelten van het voorschot en van het saldo die bestemd zijn voor het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en in voorkomend geval voor de Berg van Barmhartigheid en de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste neemt, door te storten binnen de 15 dagen na ontvangst.

De Gemeente dient binnen dezelfde termijn het stortingsbewijs van de gedeelten die verschuldigd zijn aan het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en, in voorkomend geval, aan de Berg van Barmhartigheid en aan de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste neemt, te bezorgen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Bij gebrek aan dergelijk bewijs en na een aanmaning per aangetekend schrijven, kan de Regering de terugbetaling van het betrokken voorschot en/of het saldo vorderen.

Artikel 5

De Subsidie stemt overeen met $2/103^{\text{e}}$ van de loonmassa van het personeel (met uitsluiting van de personeelsleden waarop de loonsverhoging als bepaald in het sectoraal akkoord 2005/2006 geen betrekking heeft) van de gemeente, de Berg van Barmhartigheid, het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste dient te nemen

Onder loonmassa moet verstaan worden de brutowedden, de eindejaarstoelagen, het vakantiegeld, de werkgeversbijdragen, voor de prestaties uitgevoerd in 2010

Artikel 6

Voor het jaar 2010, wordt aan de begunstigden een voorschot toegekend dat overeenstemt overeen met 75 % van $2/103^{\text{e}}$ van de loonmassa van de gemeenten, de Berg van Barmhartigheid, het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de

raad van bestuur uit OCMW's bestaat en de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste neemt op basis van het bedrag van het voorschot van 2009 dat werd verstrekt door de gemeenten. Het voorschot wordt uitgekeerd mits overlegging van een schuldvordering die melding moeten maken van de reden van de betaling, het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd, het visumnummer voor vastlegging en het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort. De schuldvordering dient uiterlijk op 30 juni 2010 naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verstuurd te worden.

Artikel 7

Het saldo van de subsidie voor het dienstjaar 2010 zal uitgekeerd worden na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Nadat voornoemde stukken gecontroleerd zijn wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht binnen de 15 dagen een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De bedoelde verantwoordingsstukken bestaan uit een synthesetabel en de algemene balans van de begrotingsartikels die de economische codes vermeldt zoals bedoeld in de omzendbrief.

Uit de controle van de verantwoordingsstukken door de beherende administratieve dienst moet blijken dat alle vastgelegde uitgaven daadwerkelijk verricht werden voor de realisatie van de acties waarvoor de subsidie verleend wordt;

De verantwoordingsstukken, zoals bedoeld in het besluit moeten worden ingediend ten laatste op 31 mei 2011. Deze termijn dient strikt in acht genomen worden. Desnoods laat de gemeente de directie specifieke initiatieven toe de verantwoordingsstukken ter plaatse laten controleren.

De begunstigden verbinden zich ertoe geen bij komende verantwoordingsstukken meer in te dienen en geen bijkomende subsidie meer aan te vragen vanaf de datum waarop de schuldvordering voor het eindbedrag verstuurd is naar de Directie Comptabiliteit.

Artikel 8

De schuldvorderingen moeten ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Directie Boekhouding – lokaal 8.119 – CCN 8^{ste} verdieping, Vooruitgangstraat 80, bus 1, 1035 Brussel. De schuldvorderingen vermelden de reden van de betaling, het bedrag van de betaling het visumnummer voor vastlegging en het bankrekeningnummer van de gemeente.

De verantwoordingsstukken moeten ingediend worden bij het Bestuur Plaatselijke Besturen – Directie Specifieke Initiatieven – City Center, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

Artikel 9

Deze overeenkomst gaat in op de dag van de ondertekening door alle partijen.

Artikel 10

Voor alle betwistingen en geschillen in verband met deze overeenkomst zijn uitsluitend de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt te Brussel, op 7 oktober 2010
in zoveel exemplaren als er partijen zijn

Voor de Regering,
De Minister-President,
Charles PICQUÉ
Voor de Gemeente,

De Gemeentesecretaris,
Etienne SCHOONBROODT

De Burgemeester,
Didier GOSUIN

23.09.2010/A/031

32EME OBJET

FINANCES-REMUNERATIONS

APPROBATION PAR LE CONSEIL COMMUNAL DE LA CONVENTION DU 24/09/2010 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET LA COMMUNE, PREVOYANT L'OCTROI D'UNE SUBVENTION SPECIALE POUR 2010, VISANT A FINANCER A

**HAUTEUR DE 2% L'AUGMENTATION
BAREMIQUE DE 3% DU 1^{ER} JANVIER 2009, POUR
LES AGENTS DU NIVEAU C.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2010 octroyant aux communes un subside visant à financer partiellement la revalorisation barémique des agents du niveau C des communes et des C.P.A.S. , pour l'exercice 2010 ;

Vu les circulaires de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale des 20 juin et 19 juillet 2010 portant application de l'accord sectoriel 2007/2008 – Octroi d'une augmentation salariale de 3% aux membres du personnel du niveau C des communes à partir du 1^{er} janvier 2009 – Intervention régionale – Arrêté du Gouvernement du 3 juin 2010;

Vu sa délibération du 19 février 2009, référence 19.02.2009/A/015 portant : «statut pécuniaire du personnel communal - Modifications – Revalorisation salariale de 3% au 1^{er} janvier 2009 pour les agents communaux du niveau C (échelles organiques), 2% subventionnés par la Région et 1% à charge communale, approuvée par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par arrêté du 20 avril 2009 (références 002-2009/2447-dd) ;

Vu que l'octroi de la subvention régionale est subordonné à l'approbation par le Conseil communal de la Convention conclue entre la Commune et la Région ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide, à l'unanimité :

d'approuver la Convention du 24/09/2010 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune prévoyant l'octroi d'une subvention spéciale pour 2010 visant à financer à hauteur de 2% l'augmentation barémique de 3% du 1^{er} janvier 2009, pour les agents du niveau C .

La subvention est égale à 2/103^{èmes} de la masse salariale du personnel du niveau C de la commune et du C.P.A.S. pour les prestations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 ;

De verser, conformément à l'article 4 de cette Convention, la quote-part destinée au C.P.A.S. dans les quinze jours de sa réception.

La présente délibération ainsi que la Convention signée, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/031

32E VOORWERP

**FINANCIEN-BEZOLDIGINGEN GOEDKEURING DOOR DE GEMEENTERAAD
VAN DE OVEREENKOMST VAN 24/09/2010
TUSSEN DE REGERING VAN HET BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN DE
GEMEENTE, DIE DE TOEKENNING VOORZIET
VAN EEN BIJZONDERE TOELAGE, VOOR 2010,
TEN EINDE, MET 2% DE BAREMAVERHOOGING
VAN 3% TOEGESTAAN OP 1 JANUARI 2009
VOOR DE BEAMBTEN VAN DE NIVEAU C
FINANCIEREN.**

DE RAAD,

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2010 tot toekenning van een subsidie aan de gemeenten tot financiering van de loonsverhoging van de personeelsleden van niveau C van de gemeenten en de OCMW's, voor het dienstjaar 2010;

Gezien de omzendbrieven van de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juni en 19 juli 2010 houdende : “toepassing van het sectoraal akkoord 2007/2008 – Toekenning van een loonsverhoging van 3% aan de personeelsleden van niveau C van de gemeenten vanaf 1 januari 2009 – Gewestelijke tegemoetkoming – Besluit van de regering van 3 juni 2010”;

Gezien zijn beraadslaging van 19 februari 2009, refert 19.02.2009/A/015, houdende “geldelijk statuut van het gemeente personeel – Wijzigingen – Loonsherwaardering, ten belope van 3%, vanaf 1 januari 2009, voor de gemeentebeambten van het niveau C (organieke weddeschalen) (2% gesubsidieerd door het Gewest en 1% ten laste van de gemeenten)”, goedgekeurd door de Heer Minister President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering door besluit van 20 april 2009 (refert 002-2009/2447-dd);

Gezien dat de toekenning van de gewestelijke subsidie onderworpen wordt aan de goedkeuring door de Gemeenteraad van de overeenkomst tussen de Gemeente en het Gewest;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Beslist : met éénparigheid,

De overeenkomst van 24/09/2010 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente goed te keuren, die de toekenning voorziet van een bijzondere toelage voor 2010, ten einde, met 2% de baremaverhoging van 3% toegestaan op 1 januari 2009, voor de beambten van de niveau C financieren;

De subsidie stemt dus overeen met 2/103^{de} van de loonmassa van de personeelsleden van niveau C van de gemeente en het OCMW voor de prestaties verricht tussen 1 januari tot en met 31 december 2010;

In toepassing van het artikel 4 van die overeenkomst, het deel dat bestemd is voor het O.C.M.W. binnen de vijftien dagen na ontvangst door te storten;

Onderhavige beraadslaging en de ondertekende overeenkomst, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Niveau C

CONVENTION

entre

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Représenté par Monsieur Charles PICQUÉ, Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et sites et de la Propreté publique.

Ci-après dénommé « le Gouvernement »

et

la Commune d' Auderghem

représentée par Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre
et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal

Ci-après dénommé « la Commune »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Conformément à l'arrêté du Gouvernement du 3 juin 2010, le Gouvernement alloue à la Commune une subvention à concurrence de 2/103^{èmes} de la masse salariale du niveau C dans le cadre de la revalorisation salariale de 3 % à partir du 1^{er} janvier 2009 octroyée en application de l'accord sectoriel 2007/2008 conclu au sein du Comité C de la Région de Bruxelles-Capitale.

Outre la quote-part qui revient à la Commune, cette subvention comprend une quote-part destinée au Centre Public d'Aide Sociale (CPAS), une quote-part destinée aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, une quote-part destinée au Mont-de-Piété et une quote-part destinée à l'hôpital ou aux hôpitaux publics dont la commune prend le déficit en charge, qui ont accordé la même revalorisation salariale.

Article 2

La présente convention porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.

Article 3

Pour la mise en œuvre de la présente convention, il y a lieu de se référer à la circulaire 2010 relative à l'application de l'accord sectoriel 2007/2008 concernant l'octroi d'une augmentation salariale de 3 % à partir du 1^{er} janvier 2009 des membres du personnel du niveau C des communes.

Article 4

La commune s'engage à reverser, dans les 15 jours de leur réception, les quotes-parts de l'avance et du solde, qui sont destinées au CPAS, aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et aux hôpitaux dont elle prend le déficit en charge.

La Commune transmettra, dans le même délai, au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs locaux, boulevard du Jardin Botanique, 20, à 1035 Bruxelles, la preuve du versement des quotes-parts dues au CPAS et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et aux hôpitaux dont elle prend le déficit en charge.

En l'absence d'une telle preuve et après rappel par lettre recommandée, le Gouvernement pourra réclamer le remboursement de l'avance et/ou du solde concernés.

Article 5

La subvention couvre pour chaque commune 2/103^{èmes} de la masse salariale du personnel (à l'exclusion des membres du personnel non concernés par l'augmentation salariale telle que prévue par l'accord sectoriel 2007/2008) de la commune, du Mont-de-Piété, du CPAS des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et des hôpitaux dont la commune doit prendre le déficit en charge.

Par masse salariale, il faut entendre les traitements bruts, les allocations de fin d'année, les pécules de vacances, les cotisations patronales pour les prestations effectuées en 2010.

Article 6

Pour l'année 2010, il est alloué aux bénéficiaires une avance de 75 % de 2/103^{èmes} de la masse salariale de la commune, du Mont-de-Piété, du CPAS, des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale dont le CA est constitué de CPAS et des hôpitaux dont la commune prend le déficit en charge sur la base du montant de l'avance 2009 fourni par les communes.

L'avance est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance mentionnant le motif de paiement, le montant demandé en paiement, le n° du visa d'engagement et le n° de compte bancaire sur lequel ces montants doivent être versé. Cette déclaration de créance doit être adressée au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, au plus tard le 30 juin 2010.

Article 7

Le solde de la subvention pour l'exercice 2010 sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisé la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre dans un délai de 15 jours une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les pièces justificatives se composent d'un récapitulatif détaillé et de la balance générale des articles budgétaires reprenant les codes économiques tels que mentionnés dans la circulaire. Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées par le bénéficiaire de la subvention ont été réellement effectuées afin de réaliser les actions pour lesquelles la subvention est prévue.

Les documents justificatifs, tels que précités dans l'arrêté, doivent être introduits pour le 31 mai 2011 au plus tard. Ce délai est de stricte application. La commune autorise la Direction des initiatives spécifiques à contrôler sur place, le cas échéant, les pièces justificatives.

Les bénéficiaires s'engagent à ne plus fournir de pièces justificatives supplémentaires et à ne pas solliciter de subvention complémentaire, à partir de la date à laquelle la déclaration de créance relative au montant final a été transmis à la Direction de la Comptabilité.

Article 8

Les déclarations de créance doivent être introduites au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Direction de la Comptabilité – local 8.119 – CCN 8^{ème} étage, rue du Progrès, 80 boîte 1 à 1035 Bruxelles. Les déclarations de créance indiquent : le motif du paiement, le montant du paiement, le n° de visa d'engagement et le n° de compte bancaire de la commune.

Les pièces justificatives doivent être introduites à l'Administration des Pouvoirs Locaux – Direction des Initiatives Spécifiques – City Center, Boulevard du Jardin Botanique 20, à 1035 Bruxelles.

Article 9

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par toutes les parties.

Article 10

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux tribunaux de Bruxelles seuls compétents.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 2010,

en autant d'exemplaires que de parties

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

Charles PICQUÉ

Pour la Commune,

Le Secrétaire communal,

Etienne SCHOONBROODT

Le Bourgmestre,

Didier GOSUIN

Niveau C

OVEREENKOMST

tussen

de Brusselse Hoofdstelike Regering

vertegenwoordigd door de heer Charles PICQUÉ, Minister-President belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid.

hierna "de Regering" genoemd.

en

de Gemeente Oudergem

vertegenwoordigd door de heer Didier GOSUIN, Burgemeester

en de Heer. Etienne SCHOONBROODT, Gemeentesecretaris

hierna "de Gemeente" genoemd.

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

Overeenkomstig het regeringsbesluit van 3 juni 2010, verleent de regering aan de Gemeente een subsidie ten belope van 2/103^{de} van de loonmassa van niveau C in het kader van de loonsverhoging van 3 % vanaf 1 januari 2009 toegekend in toepassing van het sectoraal akkoord 2007/2008 dat binnen het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten.

Naast het deel dat de Gemeente toekomt, omvat deze subsidie nog een deel dat bestemd is voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW), de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en in voorkomend geval, een deel bestemd voor de Berg van Barmhartigheid en het ziekenhuis of de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste neemt, die dezelfde loonsverhoging hebben toegekend.

Artikel 2

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari tot en met 31 december 2010.

Artikel 3

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verwezen naar de omzendbrief van 2010 betreffende de toepassing van het sectoraal akkoord 2007/2008 houdende toekenning van een loonsverhoging van 3 % vanaf 1 januari 2009 aan de personeelsleden van niveau C van de gemeenten.

Artikel 4

De Gemeente verbindt zich ertoe de gedeelten van het voorschot en van het saldo die bestemd zijn voor het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en in voorkomend geval voor de Berg van

Barmhartigheid en aan de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste neemt, door te storten binnen 15 dagen na ontvangst.

De Gemeente dient binnen dezelfde termijn het stortingsbewijs van de gedeelten die verschuldigd zijn aan het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en, in voorkomend geval, aan de Berg van Barmhartigheid en de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste neemt, te bezorgen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Bij gebrek aan dergelijk bewijs en na een aanmaning per aangetekend schrijven, kan de Regering de terugbetaling van de betrokken voorschotten en/of het saldo vorderen.

Artikel 5

De Subsidie stemt overeen met 2/103^e van de loonmassa van het personeel (met uitsluiting van de personeelsleden waarop de loonsverhoging als bepaald in het sectoraal akkoord 2007/2008 geen betrekking heeft) van de gemeente, de Berg van Barmhartigheid, het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste dient te nemen ;

Onder loonmassa moet verstaan worden de brutowedden, de eindejaarstoelagen, het vakantiegeld, de werkgeversbijdragen, voor de prestaties uitgevoerd in 2010.

Artikel 6

Voor het jaar 2010, wordt aan de begunstigen een voorschot toegekend dat overeenstemt met 75 % van 2/103^e van de loonmassa van de gemeenten, de Berg van Barmhartigheid, het OCMW, de verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet dd 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat en de ziekenhuizen waarvan de gemeente het tekort ten laste neemt op basis van het bedrag van het voorschot geven door de gemeenten.

Het voorschot wordt uitgekeerd mits overlegging van een schuldvordering die melding moeten maken van de reden van de betaling, het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd, het visumnummer voor vastlegging en het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort. De schuldvordering dient uiterlijk op 30 juni 2010 naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verstuurd te worden.

Artikel 7

Het saldo van de subsidie voor het dienstjaar 2010 zal uitgekeerd worden na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Nadat voornoemde stukken gecontroleerd zijn wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht binnen de 15 dagen een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De bedoelde verantwoordingsstukken bestaan uit een synthesesetabel en de algemene balans van de begrotingsartikels die de economische codes vermeldt zoals bedoeld in de omzendbrief.

Uit de controle van de verantwoordingsstukken door de beherende administratieve dienst moet blijken dat alle vastgelegde uitgaven daadwerkelijk verricht werden voor de realisatie van de acties waarvoor de subsidie verleend wordt;

De verantwoordingsstukken, zoals bedoeld in het besluit moeten worden ingediend ten laatste op 31 mei 2011. Deze termijn dient strikt in acht genomen worden. Indien nodig laat de gemeente de directie Specifieke initiatieven toe de verantwoordingsstukken ter plaatse te controleren.

De begunstigen verbinden zich ertoe geen bijkomende verantwoordingsstukken meer in te dienen en geen bijkomende subsidie meer aan te vragen vanaf de datum waarop de schuldvordering voor het eindbedrag verstuurd is naar de Directie Comptabiliteit.

Artikel 8

De schuldvorderingen moeten ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Directie Boekhouding – lokaal 8.119 – CCN 8^{ste} verdieping, Vooruitgangstraat 80, bus 1, 1035 Brussel.

De schuldvorderingen vermelden de reden van de betaling, het bedrag van de betaling het visumnummer voor vastlegging en het bankrekeningnummer van de gemeente.

De verantwoordingsstukken moeten ingediend worden bij het Bestuur Plaatselijke Besturen – Directie Specifieke Initiatieven – City Center, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

Artikel 9

Deze overeenkomst gaat in op de dag van de ondertekening door alle partijen.

Artikel 10

Voor alle betwistingen en geschillen in verband met deze overeenkomst zijn uitsluitend de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt te Brussel, op 7 oktober 2010

in zoveel exemplaren als er partijen zijn

Voor de Regering,
De Minister-President,
Charles PICQUÉ
Voor de Gemeente,

De Gemeentesecretaris,
Etienne SCHOONBROODT

De Burgemeester,
Didier GOSUIN

23.09.2010/A/032

33EME OBJET

FINANCES-TAXES POUR L'OCCUPATION DES BIENS COMMUNAUX - MODIFICATION.

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestres et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Attendu que l'article 123 3^o de la nouvelle loi communale charge le Collège des Bourgmestres et Echevins de fixer les conditions de mise à disposition des locaux et les conditions d'occupation de ceux-ci;

Compte tenu de la décision de dissolution de l'asbl Sports et Loisirs et de la reprise de gestion par la commune des salles de sport que celle-ci gérait, il y a lieu d'intégrer au règlement les droits d'occupation de celles-ci.

DECIDE :

Les changements sont les suivants :

| | |
|--|---|
| <p>REDEVANCES POUR L'OCCUPATION DES BIENS COMMUNAUX - RENOUELEMENT - MODIFICATION.</p> <p>Article 1 Il est établi une taxe à charge des occupants des locaux et des biens communaux à partir du 1^{er} janvier 2007 et ce jusqu'au 31 décembre 2012.</p> <p>Article 2 Les taxes et cautions doivent être payées à la caisse communale avant le début de l'occupation. Elles s'établissent comme suit: A. <u>Occupations régulières pour des activités gratuites :</u> 1) <u>Terrain de sport extérieur, éclairé et doté de vestiaires et de douches;</u> 150 € par an pour les cercles sportifs auderghemois agréés par le Collège sur proposition de la Commission sportive ayant une seule équipe d'adultes; 250 € par an pour les cercles sportifs auderghemois agréés par le Collège sur proposition de la Commission sportive ayant deux équipes d'adultes ou plus; 1000 € par an pour les autres cercles sportifs et pour une seule équipe. Montant de la caution : 250 € 2) <u>Locaux divers</u> a) <u>Locaux scolaires (gymnase, préau, classe, cuisine...)</u> 30 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier. Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 6 € par jour. b) <u>Autres locaux (salle de réunion...)</u> 20 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier. Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 3 € par jour. Les montants ci-dessus sont plafonnés à 500 € par an pour les groupements agréés par le Collège (pour les groupement sportifs sur proposition de la Commission Sportive). 1000 € par an pour les autres groupements. Caution : 125 € par an à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la date de la première occupation.</p> | <p>REDEVANCES POUR L'OCCUPATION DES BIENS COMMUNAUX - RENOUELEMENT - MODIFICATION.</p> <p>Article 1 Il est établi une taxe à charge des occupants des locaux et des biens communaux à partir du 1^{er} septembre 2010 et ce jusqu'au 31 décembre 2016.</p> <p>Article 2 Les taxes et cautions doivent être payées à la caisse communale avant le début de l'occupation. Elles s'établissent comme suit: A. <u>Occupations régulières pour des activités gratuites :</u> 1) <u>Terrain de sport extérieur, éclairé et doté de vestiaires et de douches;</u> 150 € par an pour les cercles sportifs auderghemois agréés par le Collège sur proposition de la Commission sportive ayant une seule équipe d'adultes; 250 € par an pour les cercles sportifs auderghemois agréés par le Collège sur proposition de la Commission sportive ayant deux équipes d'adultes ou plus; 1000 € par an pour les autres cercles sportifs et pour une seule équipe. Montant de la caution : 250 € 2) <u>Locaux divers</u> a) <u>Locaux scolaires (gymnase, préau, classe, cuisine...)</u> 30 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier. Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 6 € par jour. b) <u>Autres locaux (salle de réunion...)</u> 20 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier. Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 3 € par jour. Les montants ci-dessus sont plafonnés à 500 € par an pour les groupements agréés par le Collège (pour les groupement sportifs sur proposition de la Commission Sportive). 1000 € par an pour les autres groupements. Caution : 125 € par an à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la date de la première occupation.</p> |
|--|---|

B. Occupations occasionnelles pour des activités à caractère sportif, culturel ou social pour lesquelles un droit de participation ou d'entrée peut cependant être réclamé afin de couvrir certains frais :

| | Agrées par le Collège | | Non agrées par le Collège | |
|--|---|-------------|---------------------------|-------------|
| | sur proposition de la Commission sportive | | | |
| | Une soirée | Un week-end | Une soirée | Un week-end |
| Salle de gymnastique | 25 € | 50€ | 40€ | 80 |
| Préau d'école | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Salle de réunion (compl. Admin.) | 8€ | 12,50€ | 10€ | 15e |
| Chalet stade communal | 50€ | 75€ | 80€ | 100€ |
| Salle de tennis de table (centre Omnisports) | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Terrain de football avec douches et vestiaires | 125€ | 250€ | 175€ | 350€ |
| Autres locaux | 12,50€ | 25€ | 15€ | 40€ |

Caution : 75 € à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la

B. Occupations occasionnelles pour des activités à caractère sportif, culturel ou social pour lesquelles un droit de participation ou d'entrée peut cependant être réclamé afin de couvrir certains frais :

| | Agrées par le Collège | | Non agrées par le Collège | |
|--|---|-------------|---------------------------|-------------|
| | sur proposition de la Commission sportive | | | |
| | Une soirée | Un week-end | Une soirée | Un week-end |
| Salle de gymnastique | 25 € | 50€ | 40€ | 80 |
| Préau d'école | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Salle de réunion (compl. Admin.) | 8€ | 12,50€ | 10€ | 15e |
| Chalet stade communal | 50€ | 75€ | 80€ | 100€ |
| Salle de tennis de table (centre Omnisports) | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Terrain de football avec douches et vestiaires | 125€ | 250€ | 175€ | 350€ |
| Autres locaux | 12,50€ | 25€ | 15€ | 40€ |

Caution : 75 € à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la

date de la première occupation.

-

- Centre sportif Communal

Le tarif de base est de 12 € de l'heure pour les locations occasionnelles de groupes non occupants « à l'année » et les activités de clubs composés quasi exclusivement d'adultes.

Ce tarif est réduit à 3 € de l'heure pour :

- pour les clubs pratiquant un sport collectif comprenant des équipes d'âge
- pour les clubs composés quasi exclusivement de personnes de moins de 18 ans
- pour les établissements scolaires.

Article 3

Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Echevins suivant les conditions fixées par cette assemblée.

date de la première occupation.

-

- **Centre sportif Communal**

Le tarif de base est de 12 € de l'heure pour les locations occasionnelles de groupes non occupants « à l'année » et les activités de clubs composés quasi exclusivement d'adultes.

Ce tarif est réduit à 3 € de l'heure pour :

- pour les clubs pratiquant un sport collectif comprenant des équipes d'âge
- pour les clubs composés quasi exclusivement de personnes de moins de 18 ans
- pour les établissements scolaires.

- **Gymnasium**

Pour les occupations à l'année (tarif préférentiel)

On entend par occupation à l'année, une occupation par un club ou une asbl de minimum 10 heures par semaine dans un complexe sportif communal.

Salle omnisports : 13€/h

Salles rouge, mauve, verte et de danse-fitness: 10€/h

Pour les autres occupations récurrentes (tarif ordinaire)

Salle omnisports : 25€/h

1/3 de salle omnisports : 10€/h

1 terrain de badminton (salle omnisports) : 6€/h

Salles mauve et verte : 15€/h

Salles rouge et de danse-fitness : 20€/h

Pour les stages

Un tarif différencié est proposé aux occupants selon qu'il s'agit d'occupations à l'année telles que définies ci-dessus et les autres occupations.

Tarif préférentiel :

Salle omnisports : 40€ par jour ou 25€ la demi-journée

Salles rouge, mauve et verte : 20€ par jour ou 15€ la demi-journée

Tarif ordinaire:

Salle omnisports : 80€ par jour ou 50€ la demi-journée

Salles rouge, mauve et verte : 40€ par jour ou 25€ la demi-journée

Article 3

Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Echevins suivant les conditions fixées par cette assemblée.

Article 4

Ne sont pas visées par le présent règlement, les occupations de locaux faisant l'objet d'un contrat séparé entre les groupements et l'administration communale.

Article 5

a) Recouvrement

L'imposition est payable selon les modalités et au moment prévus dans le présent règlement.

Le redevable recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Le rôle est transmis contre accusé de réception au Receveur communal chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle.

Le rôle portera les mentions indiquées à l'article 4 & 3 de la loi du 24 décembre 1996.

L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date d'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 4 3 de la loi du 24 décembre 1996.

Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe à l'avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 24 décembre 1996 et de celles contenues dans le présent règlement, les dispositions du Code des impôts sur les revenus, titre VII chapitres 1, 3, 4, 8 à 10 et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code, sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

b) Réclamations

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou envoyée par la poste dans les **six** mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 4

Ne sont pas visées par le présent règlement, les occupations de locaux faisant l'objet d'un contrat séparé entre les groupements et l'administration communale.

Article 5

a) Recouvrement

L'imposition est payable selon les modalités et au moment prévus dans le présent règlement.

Le redevable recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Le rôle est transmis contre accusé de réception au Receveur communal chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle.

Le rôle portera les mentions indiquées à l'article 4 & 3 de la loi du 24 décembre 1996.

L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date d'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 4 3 de la loi du 24 décembre 1996.

Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe à l'avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 24 décembre 1996 et de celles contenues dans le présent règlement, les dispositions du Code des impôts sur les revenus, titre VII chapitres 1, 3, 4, 8 à 10 et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code, sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

b) Réclamations

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou envoyée par la poste dans les **six** mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale , pour approbation.

23.09.2010/A/032

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen in het bijzonder de artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gezien het artikel 123-3^o van de nieuwe gemeentewet opdracht geeft aan het College van Burgemeester en Schepenen om de beschikbaarstelling -en bezettingsvoorwaarden te bepalen;

Rekening houdende met de beslissing van de ontbinding van de vzw « Sport et Loisirs » en de overname van de gemeente van het beheer van de sportzalen dat deze beheerde, is het nodig de rechten van bezetting van deze te integreren in het reglement.

BESLIST:

De veranderingen zijn de volgende:

BELASTING OP HET GEBRUIK VAN DE GEMEENTEGOEDEREN - HERNIEUWING - WIJZIGING.

Het aangepaste reglement stelt zich als volgt voor:

Artikel 1

Er wordt een belasting vastgesteld ten laste van de gebruikers van de gemeentelijke goederen vanaf 1 januari 2007 tot en met 31 december 2012.

Artikel 2

De belastingen en waarborgen, op voorhand betaalbaar aan de gemeenteontvangerij, worden vastgesteld als volgt :

A. Regelmatische bezettingen voor niet betalende activiteiten :

1) Sportterrein in openlucht, verlicht en voorzien van kleedkamers en stortbaden :

150 € per jaar voor oudergemse sportverenigingen officieel erkend door het College op voorstel van de Sportcommissie met één enkele ploeg van volwassenen;

248 € per jaar voor oudergemse sportverenigingen officieel erkend door het College op voorstel van de Sportcommissie met twee of meer ploegen volwassenen;

1000 € voor de andere sportverenigingen bestaande uit slechts één ploeg.

Borgtocht: 250 €

2) Diverse lokalen

a) Schoollokalen (turnzaal, schoolspeelplaats, klas, keuken...)

30 € per maand voor een bezetting van één dag per week, ieder deel van een maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 6 € per dag.

b) Andere lokalen (vergaderzaal...)

20 € per maand voor een bezetting van één dag per week, ieder deel van een maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 3 € per dag.

De hierboven vermelde bedragen worden beperkt op 500 € per jaar voor de groeperingen officieel erkend door het College (voor de sportieve verenigingen op voorstel van de Sportcommissie).

1000 € voor de andere groeperingen.

Borgtocht : 125 € per jaar te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.

B. Gelegenheidsbezettingen voor activiteiten

BELASTING OP HET GEBRUIK VAN DE GEMEENTEGOEDEREN - HERNIEUWING - WIJZIGING.

Het aangepaste reglement stelt zich als volgt voor:

Artikel 1

Er wordt een belasting vastgesteld ten laste van de gebruikers van de gemeentelijke goederen **vanaf 1 september 2010 tot en met 31 december 2016.**

Artikel 2

De belastingen en waarborgen, op voorhand betaalbaar aan de gemeenteontvangerij, worden vastgesteld als volgt :

A. Regelmatische bezettingen voor niet betalende activiteiten :

1) Sportterrein in openlucht, verlicht en voorzien van kleedkamers en stortbaden :

150 € per jaar voor oudergemse sportverenigingen officieel erkend door het College op voorstel van de Sportcommissie met één enkele ploeg van volwassenen;

248 € per jaar voor oudergemse sportverenigingen officieel erkend door het College op voorstel van de Sportcommissie met twee of meer ploegen volwassenen;

1000 € voor de andere sportverenigingen bestaande uit slechts één ploeg.

Borgtocht: 250 €

2) Diverse lokalen

a) Schoollokalen (turnzaal, schoolspeelplaats, klas, keuken...)

30 € per maand voor een bezetting van één dag per week, ieder deel van een maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 6 € per dag.

b) Andere lokalen (vergaderzaal...)

20 € per maand voor een bezetting van één dag per week, ieder deel van een maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 3 € per dag.

De hierboven vermelde bedragen worden beperkt op 500 € per jaar voor de groeperingen officieel erkend door het College (voor de sportieve verenigingen op voorstel van de Sportcommissie).

1000 € voor de andere groeperingen.

Borgtocht : 125 € per jaar te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.

B. Gelegenheidsbezettingen voor activiteiten

met sportief- cultureel- of sociaal karakter waarvoor nochtans een deelnemingsrecht of ingangsprijs kan geëist worden om bepaalde kosten te dekken.

| | Officieel erkend door het College | | Niet officieel erkend door het college | |
|-------------------------------------|-----------------------------------|-------------|--|-------------|
| | op voorstel van de Sportcommissie | | | |
| | Een avond | Een weekend | Een avond | Een weekend |
| Gymnastiekzaal | 25 € | 50€ | 40€ | 80 |
| Overdekte schoolspeelplaats | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Vergaderzaal (administrat. complex) | 8€ | 12,50€ | 10€ | 15e |
| Chalet gemeentestadion | 50€ | 75€ | 80€ | 100€ |
| Tafeltenniszaal (omnisport centrum) | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Voetbalterrein met stortbaden | 125€ | 250€ | 175€ | 350€ |
| Ander lokale | 12,50€ | 25€ | 15€ | 40€ |

Borgtocht : 75 € te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.
- Gemeentelijk Sportcentrum

met sportief- cultureel- of sociaal karakter waarvoor nochtans een deelnemingsrecht of ingangsprijs kan geëist worden om bepaalde kosten te dekken.

| | Officieel erkend door het College | | Niet officieel erkend door het college | |
|-------------------------------------|-----------------------------------|-------------|--|-------------|
| | op voorstel van de Sportcommissie | | | |
| | Een avond | Een weekend | Een avond | Een weekend |
| Gymnastiekzaal | 25 € | 50€ | 40€ | 80 |
| Overdekte schoolspeelplaats | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Vergaderzaal (administrat. complex) | 8€ | 12,50€ | 10€ | 15e |
| Chalet gemeentestadion | 50€ | 75€ | 80€ | 100€ |
| Tafeltenniszaal (omnisport centrum) | 100€ | 150€ | 125€ | 175€ |
| Voetbalterrein met stortbaden | 125€ | 250€ | 175€ | 350€ |
| Ander lokale | 12,50€ | 25€ | 15€ | 40€ |

Borgtocht : 75 € te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.
- Gemeentelijk Sportcentrum

| | |
|---|---|
| <p>Het basistarief is 12 € per uur voor tijdelijke huren van groepen die geen «jaarlijkse» bezetters zijn en activiteiten van clubs samengesteld door bijna exclusief volwassenen.</p> <p>Dit tarief is verminderd tot 3 € per uur voor :</p> <ul style="list-style-type: none"> - voor clubs die een collectief sport beoefenen bestaande uit jaarploegen - voor clubs samengesteld door bijna exclusief personen van minder dan 18 jaar - voor de onderwijsinrichtingen. | <p>Het basistarief is 12 € per uur voor tijdelijke huren van groepen die geen «jaarlijkse» bezetters zijn en activiteiten van clubs samengesteld door bijna exclusief volwassenen.</p> <p>Dit tarief is verminderd tot 3 € per uur voor :</p> <ul style="list-style-type: none"> - voor clubs die een collectief sport beoefenen bestaande uit jaarploegen - voor clubs samengesteld door bijna exclusief personen van minder dan 18 jaar - voor de onderwijsinrichtingen. <p>- Gymnasium</p> <p><u>Voor het jaarlijks gebruik</u> (voorkeurstarief)</p> <p>We verstaan on jaarlijks gebruik, het gebruik door een club of een vzw van minimum 10 uren per week in een gemeentelijk sportcentrum.</p> <p>Omnisportzaal : 13€/u</p> <p>Rode, paarse, groene en dans-fitness zalen: 10€/u</p> <p><u>Voor de andere reglematige gebruiken</u> (normaal tarief)</p> <p>Omnisportzaal : 25€/u</p> <p>1/3 van de omnisportzaal : 10€/u</p> <p>1 terrein van badminton (omnisportzaal) : 6€/u</p> <p>Paarse en groene zalen : 15€/u</p> <p>Rode en dans-fitness zalen : 20€/u</p> <p><u>Voor de stages</u></p> <p>Er wordt een gedifferentieerd tarief aan de bezetters voorgesteld naargelang het gaat over jaarlijkse bezettingen zoals hierboven gedefinieerd of andere bezettingen.</p> <p>Voorkeurstarief :</p> <p>Omnisportzaal : 40€ per dag of 25€ voor een halve dag</p> <p>Rode, paarse en groene zalen : 20€ per dag of 15€ voor een halve dag</p> <p>Normaal tarief:</p> <p>Omnisportzaal : 80€ per dag of 50€ voor een halve dag</p> <p>Rode, paarse en groene zalen : 40€ per dag of 25€ voor een halve dag.</p> |
| <p><u>Artikel 3</u></p> <p>De toelatingen worden verleend door het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig de door hem vastgestelde voorwaarden.</p> <p><u>Artikel 4</u></p> <p>Vallen niet onder toepassing van huidig</p> | <p><u>Artikel 3</u></p> <p>De toelatingen worden verleend door het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig de door hem vastgestelde voorwaarden.</p> <p><u>Artikel 4</u></p> <p>Vallen niet onder toepassing van huidig</p> |

| | |
|---|---|
| <p>reglement, de bezettingen die het voorwerp uitmaken van een aparte overeenkomst tussen de groeperingen en het Gemeentebestuur.</p> <p><u>Artikel 5</u></p> <p>a) <u>Inning</u></p> <p>De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet.</p> <p>Het kohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.</p> <p>Het kohier wordt tegen ontvangstbewijs overgemaakt aan de met de invordering belaste Gemeenteontvanger die onverwijld zorgt voor de verzending van de aanslagbiljetten.</p> <p>Het kohier bevat de gegevens vermeld in artikel 4 & 3 van de wet van 24 december 1996.</p> <p>Het aanslagbiljet vermeld de verzendingsdatum en de gegevens vermeld in artikel 4 & 3 van de wet van 24 december 1996.</p> <p>Een beknopte samenvatting van het reglement krachtens welke de belasting is verschuldigd, wordt toegevoegd in bijlage aan het aanslagbiljet.</p> <p>De belasting is betaalbaar binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.</p> <p>Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1996 en van huidig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1,3,4,8 tot 10 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen voor zover zij met name niet de belastingen op de inkomsten betreffen.</p> <p>b) <u>Geschillen</u></p> <p>De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.</p> <p>Het bezwaar moet schriftelijk gebeuren, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen zes maanden van de verzending van het aanslagbiljet.</p> | <p>reglement, de bezettingen die het voorwerp uitmaken van een aparte overeenkomst tussen de groeperingen en het Gemeentebestuur.</p> <p><u>Artikel 5</u></p> <p>a) <u>Inning</u></p> <p>De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet.</p> <p>Het kohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.</p> <p>Het kohier wordt tegen ontvangstbewijs overgemaakt aan de met de invordering belaste Gemeenteontvanger die onverwijld zorgt voor de verzending van de aanslagbiljetten.</p> <p>Het kohier bevat de gegevens vermeld in artikel 4 & 3 van de wet van 24 december 1996.</p> <p>Het aanslagbiljet vermeld de verzendingsdatum en de gegevens vermeld in artikel 4 & 3 van de wet van 24 december 1996.</p> <p>Een beknopte samenvatting van het reglement krachtens welke de belasting is verschuldigd, wordt toegevoegd in bijlage aan het aanslagbiljet.</p> <p>De belasting is betaalbaar binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.</p> <p>Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1996 en van huidig reglement, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1,3,4,8 tot 10 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen voor zover zij met name niet de belastingen op de inkomsten betreffen.</p> <p>b) <u>Geschillen</u></p> <p>De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.</p> <p>Het bezwaar moet schriftelijk gebeuren, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen zes maanden van de verzending van het aanslagbiljet.</p> |
|---|---|

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/033

34EME OBJET

JURIDIQUE**PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA STIB RELATIF AUX
ABRIBUS - AVENANT.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 16, al. 3 et 4 ;

Vu le rapport motivé du Collège ;

Considérant ce qui suit :

La STIB souhaite reprendre la gestion des concessions communales concernant les abribus. Elle a présenté un protocole d'accord à notre commune à cette fin, approuvé le 22 janvier 2009.

Le protocole doit être amendé pour déterminer les conditions d'indemnisation de la STIB au profit de la commune.

DECIDE, à l'unanimité,

de marquer son accord sur l'avenant au protocole d'accord conclu avec la STIB relatif aux abribus.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/033

34E VOORWERP.**JURIDISCHE DIENST****WIJZIGING AAN HET ONTWERPAKKOORD MET
DE MIVB BETREFFENDE DE BUSHALTES.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikel 117;

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met inzonderheid artikel 16, al.3 en 4;

Aangezien het met redenen omklede verslag van het College;

Overwegende wat volgt:

De MIVB wenst zichzelf alle gemeentelijke concessieovereenkomsten betreffende de overdekte bushalte te beheren. Met die perspectief heeft ze ons een ontwerpakkkoord voorgesteld die door de gemeenteraad van 22 januari 2009 werd goedgekeurd.

De ontwerpovereenkomst voorgesteld door de MIVB moet gewijzigd worden om de voorwaarden van de vergoeding van de MIVB ten bate van ons gemeente te bepalen.

BESLIST : met eenparigheid der stemmen,

zijn akkoord te verlenen op de wijziging van het ontwerpakkkoord met de MIVB betreffende de bushaltes.

Onderhavige beraadslaging, onder de vorm van een beknopte omschrijving, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/034

35EME OBJET**JURIDIQUE****INTRODUCTION D'UN RECOURS EN ANNULATION AU CONSEIL
D'ETAT CONTRE L'ARRÊTÉ D'ANNULATION DE LA RÉGION DE
BRUXELLES-CAPITALE DU RÈGLEMENT TAXE RELATIF À LA
RÉCUPÉRATION DES FRAIS OCCASIONNES PAR LA POURSUITE
DU PAIEMENT DES CREANCES DE LA COMMUNE A CHARGE DE
TIERS – REPRESENTATION DE LA COMMUNE PAR 2 AGENTS
COMMUNAUX.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le rapport motivé du Collège du 20 juillet 2010;

En date du 14 juillet 2010, un second arrêté ministériel d'annulation du règlement taxe sur la récupération des frais occasionnés par la poursuite du paiement des créances de la commune à charge de tiers a été pris.

Conformément à l'article 270 de la Nouvelle loi communale, il est proposé au Conseil d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à agir en justice.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, le 20 juillet 2010, d'introduire un recours en annulation au Conseil d'Etat contre cet arrêté d'annulation et il a désigné Mademoiselle Audrey DELWAIDE et Monsieur Etienne SCHOONBROODT, juristes communaux, pour représenter la commune devant le Conseil d'Etat.

Il convient d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à agir en justice.

DECIDE : à l'unanimité

de marquer son accord pour que le Collège des Bourgmestre et Echevins agisse en justice en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté ministériel d'annulation du 14 juillet 2010 relatif au règlement taxe sur la récupération des frais occasionnés par la poursuite du paiement des créances de la commune à charge de tiers a été pris.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux

23.09.2010/A/034

35E VOORWERP.

JURIDISCHE DIENST

INDIENING VAN EEN Vernietigingsberoep tegen de Vernietigde Besluit van Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de Belastingreglement betreffende de Recuperatie van Onkosten veroorzaakt door de vervolging van de betaling van de vorderingen van de gemeente ten laste van derde genomen – Verteenwoordiging van de gemeente door 2 gemeentelijke agenten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, namelijk artikel 270;

Gelet op de Collegeverslag van 20 juli 2010;

Overwegende wat volgt:

Op 14 juli 2010, was een tweede vernietigde besluit van het belastingreglement betreffende de recuperatie van onkosten veroorzaakt door de vervolging van de betaling van de vorderingen van de gemeente ten laste van derde genomen

Krachtens artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt er aan de Gemeenteraad voorgesteld het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om een rechtsvordering in te stellen.

Het College van Burgemeester en Schepenen heeft op 20 juli 2010 beslist een vernietigingsberoep in te dienen voor de Raad van State tegen dit ministeriële besluit en mevrouw Audrey DELWAIDE en de Heer Etienne SCHOONBROODT, gemeentelijke juristes, als vertegenwoordiger van de gemeente voor de Raad van State aan te duiden.

Het College vraagt toestemming aan de Raad om een rechtsvordering in te stellen.

BESLIST : met éénparigheid

zijn goedkeuring te geven om de indiening door het College van Burgemeester en Schepenen van een vernietigingsberoep tegen de vernietigde besluit van Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het belastingreglement betreffende de recuperatie van onkosten veroorzaakt door de vervolging van de betaling van de vorderingen van de gemeente ten laste van derde.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/035

36EME OBJET

**SERVICE JURIDIQUE CONVENTION RELATIVE AU SUBSIDE REGIONAL EN
MATIERE DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES
COMMUNALES.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 119bis ;

Considérant ce qui suit :

Le Gouvernement bruxellois octroie un subside aux communes pour soutenir l'application des sanctions administratives communales.

L'accord de Votre Conseil est demandé sur la convention relative au renouvellement du subside régional.

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver la convention relative au subside 2010 en matière de sanctions administratives communales.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subordonnés.

23.09.2010/A/035

36E VOORWERP.

**JURIDISCHE DIENST OVEREENKOMST BETREFFENDE DE
GEWESTELIJKE SUBSIDIE BETREFFENDE DE
GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikel 119bis;

Overwegende wat volgt :

De Brusselse regering kent een subsidie aan de gemeenten toe om de toepassing van de gemeentelijke administratieve sancties te ondersteunen. .

Het is aan Uw Raad voorgesteld de overeenkomst betreffende de hernieuwing van de toelage goed te keuren.

BESLIST : met eenparigheid der stemmen,

de overeenkomst betreffende de gewestelijke toelage ter ondersteuning van de toepassing van gemeentelijke administratieve sancties goed te keuren .

Onderhavige beraadslaging, onder de vorm van een beknopte omschrijving, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegde voor de ondergeschikte besturen .

37EME OBJET

SERVICE JURIDIQUE: Intervention au Conseil d'Etat dans le cadre du recours en annulation introduit par le Syndicat National des Propriétaires et Copropriétaires à l'encontre de la Commune de Schaerbeek (affaire inscrite au rôle sous le n°G/A196.791/XV-1294.

Le point a été retiré par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

37E VOORWERP

JURIDISCHE DIENST: Vordering tot tussenkomst bij de Raad van Staten inzake het annulatieberoep ingediend door het Nationaal Syndicaat van Eigenaars en Mede-eigenaars tegen de Gemeente Schaerbeek (Rol Nr G/A 196.791/XV-1294).

De punt wordt ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepen.

23.09.2010/A/036

38EME OBJET.

**SERVICES JURIDIQUE-URBANISME ACTION EN JUSTICE POUR OBTENIR LA
REMISE EN PRISTIN ETAT DE
L'IMMEUBLE SIS AV. DES VOLONTAIRES,
13.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 270;

Vu le Code Bruxellois de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment l'article 310;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 §2, 1°, a);

Vu le rapport motivé du Collège du 22 juin 2010;

Considérant ce qui suit :

Un PV d'infraction a été dressé à charge des propriétaires de l'immeuble sis avenue des Volontaires, 13.

Il est demandé au Conseil communal d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins:

- à intenter une action en justice fondée sur l'article 310 du CoBAT en vue d'obtenir la remise en pristin état de l'immeuble sis avenue des Volontaires, 13;
- de désigner Me Antoinette CORNET, chaussée de La Hulpe, 150 à 1170 Bruxelles pour représenter la Commune.

DECIDE : à l'unanimité,

de marquer son accord pour que le Collège des Bourgmestre et Echevins agisse en justice en vue d'obtenir la remise en pristin état du bien sis avenue des Volontaires, 13 à 1160 Auderghem, sur base de l'article 310 du CoBAT

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux.

23.09.2010/A/036

38E VOORWERP.

**JURIDISCHE DIENST EN
STEDENBOUW**

**GEBOUW GELEGEN VRIJWILLIGERSLAAN,13 –
VORDERING OM HET HERSTEL IN DE VORIGE
STAAT TE BEREIKEN.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, namelijk artikel 270;

Gelet op de Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, namelijk artikel 310;

Gel op de Wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, namelijk artikel 17 §2, 1°, a);

Gelet op de Collegeverslag van 22 juni 2010;

Overwegende wat volgt:

Een proces-verbaal van overtreding wordt ten laste van de eigenaar van het gebouw gelegen op Vrijwilligerslaan, 13 opgesteld voor de gebouw onderverdeeld in veelvoudige woningen zonder stedenbouwvergunning (10 woningen in plaats van 3).

Er wordt aan Uw Raad voorgesteld om het College van Burgemeester en Schepenen te bemachtigen:

- voor de indiening van een vordering (gegrond op artikel 310 van de BWRO) om het herstel in de vorige staat te bereiken;
- voor de vertegenwoordiging van de gemeente door Meester Antoinette CORNET, Hulpsesteenweg, 150 te 1070 Brussel.

BESLIST : met éénparigheid

Zijn goedkeuring te geven om de indiening door het College van Burgemeester en Schepenen van een vordering (gegrond op artikel 310 van de BWRO) om het herstel in de vorige staat te bereiken.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/37

39EME OBJET

JURIDIQUE

APPEL DU JUGEMENT N°253 DU 23 JUIN 2010 RENDU PAR LA 32^{ème} CHAMBRE DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE BRUXELLES, COMMUNE D'AUDERGHEM C/SA MOBISTAR (AFFAIRE INSCRITE AU ROLE SOUS LE N°R.G. n°2008/6723/A).SERVICE JURIDIQUE.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu le rapport au Collège du 20 juillet 2010 ;

Considérant ce qui suit :

Par jugement du 23 juin 2010, le Tribunal de première instance de Bruxelles a déclaré recevable et fondé l'appel interjeté par la SA Mobistar à l'encontre de la décision rendue le 18 mars 2010 par le Collège des Bourgmestre et Echevins, décision rejetant la réclamation introduite contre une taxe sur les antennes émettant des ondes électromagnétiques entre 10 MHz et 10 GHz.

Le Collège sollicite dès lors l'autorisation du Conseil afin d'interjeter appel à l'encontre du jugement n°253 rendu le 23 juin 2010 par la 32^{ème} chambre du Tribunal de première instance de Bruxelles (R.G. n°2008/6723/A).

DECIDE : à l'unanimité

de marquer son accord pour interjeter appel à l'encontre du jugement n°253 rendu le 23 juin 2010 par la 32^{ème} chambre du Tribunal de première instance de Bruxelles (affaire inscrite au rôle du Conseil d'Etat sous le n° R.G. n°2008/6723/A).

La présente délibération sera transmise, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux.

23.09.2010/A/37

39E VOORWERP

JURIDISCHE DIENST BEROEP TEGEN DE BESLISSING NR 253 VAN 23 JUNI 2010 DOOR DE KAMER VAN 1^{ste} AANLEG VAN BRUSSEL, GEMEENTE OUDERGEM/MOBISTAR (INGESCHREVEN ONDER NR R.G. 2008/6723/A).

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, voornamelijk art. 117;

Gelet op de Collegeverslag van 20 juli 2010;

Overwegende dat door zijn vonnis van 23 juni 2010, heeft de Rechtbank van 1^{ste} aanleg het beroep ingesteld door Mobistar tegen de beslissing van het Schepencollege van 18 maart 2010, betreffende een belasting op zendmasten met een vermogen tussen 10 MHz en 10 GHz, ontvankelijk verklaard.

Het College vraagt toestemming aan de Raad om tegenberoep aan te tekenen tegen deze beslissing nr 253 van 23 juni 2010 door de Kamer van 1^{ste} Aanleg van Brussel ingeschreven onder nr R.G. 2008/6723/A.

BESLIST : met éénparigheid der stemmen,

akkoord te gaan om tegenberoep aan te tekenen tegen het vonnis nr 253 van 23 juni 2010 door de Kamer van 1^{ste} Aanleg van Brussel ingeschreven onder nr R.G. 2008/6723/A.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/038

40EME OBJET

REGIE FONCIERE

CESSION A TITRE GRATUIT DE LA SALLE DE GYMNASTIQUE DU CLOS DES TROIS FONTAINES PAR LA COMMUNE A L'ASBL ECOLE SAINTE BERNADETTE.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 juillet 2010 de céder, à titre gratuit, à l'Ecole Sainte-Bernadette établie 2 Square du Sacré-Cœur, la salle de gymnastique située Clos de Trois Fontaines ;

Vu le projet d'acte de cession gratuite établi par Maître Paul Dauwe, notaire de résidence à Auderghem, 24 rue des Paradisiens, désigné pour instrumenter cette cession ;

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver le projet d'acte de cession gratuite par la Commune de la salle de gymnastique située Clos des Trois Fontaines à l'a.s.b.l. Ecole Sainte-Bernadette établie 2 Square du Sacré-Cœur à Auderghem.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux.

23.09.2010/A/038

40E VOORWERP

REGIE VOOR GRONDBELEID GRATIS OVERDRACHTSAKTE VAN DE TURNZAAL GELEGEN DRIEFONTEINGAARDE DOOR DE GEMEENTE AAN DE V.Z.W. ECOLE STE BERNADETTE

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, voornamelijk art. 117;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 10 juli 2010 om de turnzaal, gelegen Driefonteingaarde, aan de School Sainte-Bernadette, 2 Heilig Hartplein te Oudergem door middel van een akte, gratis over te dragen;

Gezien het project van gratis overdrachtsakte opgemaakt door Meester Paul Dauwe, notaris te Oudergem, Paradijsvogelslaan 24;

BESLIST : met éénparigheid

het project van gratis overdrachtsakte van de turnzaal, gelegen Driefoneingaarde, door de Gemeente, aan de v.z.w. Ecole Ste Bernadette, gelegen 2 Heilig Hartplein te Oudergem, goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/039

41EME OBJET

REGIE FONCIERE BAIL EMPHYTEOTIQUE D'INTERET GENERAL D'IMMEUBLES SIS RUE DE LA STRATEGIE N°30 ET 32.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu les rapports au Collège du 22 octobre 2009, du 28 mai 2010 et du 13 juillet 2010.

Considérant ce qui suit :

La Commune d'Auderghem est propriétaire des deux immeubles contigus situés rue de la Stratégie 30 et 32 à 1160 Auderghem. Ces parcelles représentent le dernier élément de patrimoine important de la Régie foncière qui pourrait donner lieu à un projet immobilier significatif de nouvelle construction.

Les biens faisant l'objet du bail emphytéotique ont été estimés, le 4 mars 2010, par le Receveur de l'Enregistrement à 265.000 euros.

Le prix demandé par la commune d'Auderghem à l'emphytéote en raison de la charge lui incombant de construire un centre de jour destiné à l'accueil des personnes handicapées mentales peut être estimé à +/- 1.250.000 euros hors TVA..

Le Conseil communal a arrêté le projet de bail à mettre en enquête publique le 24 juin 2010.

L'enquête publique a eu lieu dans le courant du mois de juillet 2010.

L'ASBL Farra-Bruxelles-Capitale s'est, par courrier du 20 juillet 2010, portée candidate en tant qu'emphytéote. Elle est la seule candidate.

Il est proposé au Conseil de marquer son accord sur :

- l'emphytéose de 99 ans des immeubles sis rue de la Stratégie 30 et 32 ;
- l'affectation des biens à une finalité d'intérêt général et d'utilité publique, à savoir la construction et l'exploitation d'un centre de jour destiné à l'accueil d'approximativement 32 personnes handicapées ;
- la conclusion du bail emphytéotique avec l'asbl Farra-Bruxelles-Capitale.

DECIDE : à l'unanimité

de marquer son accord sur :

- l'emphytéose de 99 ans des immeubles sis rue de la Stratégie 30 et 32 ;
- l'affectation des biens à une finalité d'intérêt général et d'utilité publique, à savoir la construction et l'exploitation d'un centre de jour destiné à l'accueil d'approximativement 32 personnes handicapées ;
- la conclusion du bail emphytéotique avec l'asbl Farra-Bruxelles-Capitale dont le siège social est établi avenue du Derby, 22 à 1050 Bruxelles.

La présente délibération, en deux exemplaires, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/039

41E VOORWERP

**REGIE VOOR GRONDBELEID ERFPACHT VAN ALGEMEEN NUT VOOR
GEBOUWEN GELEGEN 30-32
KRIJGSKUNDESTRAAT.**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, voornamelijk art. 117;

Gelet op de Collegeverslagen van 22 oktober 2009, 28 mei 2010, 13 juli 2010;

Overwegende dat :

De Gemeente Oudergem eigenaar is van twee gebouwen gelegen 30-32 Krijgskundestraat. Deze percelen de laatste belangrijke patrimonia zijn van de Regie voor Grondbeleid vatbaar voor een belangrijk onroerende project.

Het onroerend goed, door de Ontvanger der Registratie, op 4 maart 2010 geraamd werd op 265.000 €.

Het bedrag dat aan de erfpachter kan gevraagd worden in functie van de kostprijs die het bouwwerk als dagverblijf voor gehandicapten zal bedragen, is geraamd op +/- 1.250.000 €, BTW niet inbegrepen.

De Gemeenteraad het project voor erfpacht voorgelegd aan openbaar onderzoek heeft goedgekeurd.

Het openbaar onderzoek plaats vond in juli 2010.

De v.z.w. Farra zich schriftelijk op 20 juli 2010 heeft kandidaat gesteld als erfpachter. Zij tevens enige kandidaat is.

Er wordt aan de Gemeenteraad voorgesteld om akkoord te gaan met :

- de erfpacht van 99 jaren voor de gebouwen gelegen Krijgskundestraat 30-32 ;
- deze gebouwen een bestemming van algemeen nut te geven door het bouwen en de exploitatie van een dagverblijf bestemd voor de opvang van ongeveer 32 gehandicapten ;
- de afsluiting van een erfpacht met de v.z.w. Farra.

BESLIST : met éénparigheid

akkoord te gaan met:

- de erfpacht van 99 jaren voor de gebouwen gelegen Krijgskundestraat 30-32 ;
- deze gebouwen een bestemming van algemeen nut te geven door het bouwen en de exploitatie van een dagverblijf bestemd voor de opvang van ongeveer 32 gehandicapten ;
- de afsluiting van een erfpacht met de v.z.w. Farra waarvan de zetel gelegen is Derbylaan 22 te 1050 Brussel.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/040

42EME OBJET

SECRETARIAT**CONTRATS DE STATIONNEMENT DANS LE PARKING COMMUNAL, NIVEAUX -1 ET -2. APPROBATION.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune d'Auderghem possède un parking à deux niveaux situé en dessous de l'Hôtel communal, au 12-14 rue Emile Idiers, à 1160 Auderghem ;

Considérant qu'il y a 106 emplacements au niveau -1 et 114 emplacements au niveau -2 ;

Attendu que seules quelques personnes ont accès au niveau -2 et qu'il est dès lors utile de le rendre accessible à d'autres personnes ;

Vu la décision favorable prise le 1^{er} juin 2010 au Collège des Bourgmestre et échevins autorisant l'ouverture de l'accès au parking niveau -2 au personnel communal, au personnel de police travaillant au commissariat situé rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem et à quelques externes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver les deux contrats de stationnement, le premier à l'attention du personnel communal et du personnel de police travaillant au commissariat situé rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem, le second à destination des personnes externes.

La présente délibération, sous forme de bref exposé sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/040

42E VOORWERP.**SECRETARIAAT****PARKEEROVEREENKOMSTEN VOOR HET PARKEREN IN HET GEMEENTEHUIS, NIVEAUS -1 EN -2. GOEDKEURING.**

DE RAAD,

Overwegende dat het Gemeentehuis van Oudergem een parking op twee niveaus bezit gelegen onder het gemeentecomplex, Emile Idiersstraat 12-14 te 1160 Oudergem ;

Overwegende dat er 116 plaatsen op het niveau -1 zijn en 114 op het niveau -2 ;

Gezien dat maar enkele personen toegang hebben tot de parking niveau -2 en dat het nuttig zou zijn deze open te stellen voor andere personen ;

Gezien de gunstige beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 1 juni 2010 om de toegang tot de parking niveau -2 open te stellen aan het gemeentepersoneel, aan de leden van het politiepersoneel tewerkgesteld in het commissariaat gelegen Emile Idiersstraat, 12 te Oudergem en aan sommige externen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST : met eenparigheid

de twee parkeerovereenkomsten, de eerste ter attentie van het gemeentepersoneel en aan de leden van het politiepersoneel tewerkgesteld in het commissariaat gelegen Emile Idiersstraat, 12 te Oudergem, de tweede ter bestemming aan sommige externen, goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder beknopte vorm, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/041

43EME OBJET**RESSOURCES HUMAINES RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION PRISE ENTRE L'ETAT FEDERAL ET LA COMMUNE D'AUDERGHEM ET RELATIVE A L'EN-GAGEMENT D'UNE MEDIATRICE EN MATIERE D'APPLICATION DU REGLEMENT GENERAL DE POLICE.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 119bis ;

Considérant ce qui suit :

La loi du 13 mai 1999 modifiant la nouvelle loi communale a donné la possibilité aux communes d'adopter un règlement général de police assorti de sanctions administratives. De plus,

par une loi du 17 juin 2004, un régime de médiation a été intégré. La procédure de médiation est prévue dans le règlement général de police.

Depuis 2007, un subside est octroyé par l'État fédéral pour engager une personne susceptible d'activer ce mécanisme de médiation. La convention qu'il est demandé au conseil communal d'adopter porte sur le renouvellement du subside relatif au traitement de la médiatrice de la zone pour l'année 2010-2011.

DECIDE : à l'unanimité ;

de marquer son accord sur la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante, concernant le renouvellement du subside relatif au traitement de la médiatrice de la zone pour l'année 2010-2011.

La présente délibération accompagnée de la convention sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale et au SPP – IS – Cellule Politique des Grandes Villes du SPF Intérieur.

23.09.2010/A/041

43E VOORWERP.

HUMAN RESOURCES

VERNIEUWING VAN DE OVEREENKOMST TUSSEN DE FEDERALE STAAT EN DE GEMEENTE OUDERGEM BETREFFENDE DE AANWERVING VAN EEN BEMIDDELAARSTER I.V.M. DE TOEPASSING VAN HET ALGEMENE POLITIE REGLEMENT.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, namelijk artikelen 117 en 119bis ;

Overwegende wat volgt :

De wet van 13 mei 1999 die de nieuwe gemeente heeft gewijzigd heeft de mogelijkheid aan de gemeentes gegeven om een algemeen politiereglement met administratieve sancties goed te keuren. Bovendien, ten gevolg van een wet van 17 juni 2004, een bemiddelingsprocedure werd ingericht. Die bemiddelingsprocedure is al in de APG voorzien.

Sinds 2007, geeft de Federale Staat een toelage om een persoon aan te werven met de bedoeling om de bemiddelingsprocedure te activeren. De overeenkomst heeft betrekking op de vernieuwing van de subsidie voor de wedde van de bemiddelaarster van de zone, voor het jaar 2010-2011.

BESLIST : met eenparigheid

Zijn akkoord te geven over de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op de vernieuwing van de subsidie voor de wedde van de bemiddelaarster van de zone, voor het jaar 2010-2011.

De huidige beraadslaging wordt samen met de overeenkomst, in tweevoud, overgemaakt aan de heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en aan de SPP – IS – Cel Politiek van de Grote Steden van het SPF Intérieur.

23.09.2010/A/042

44EME OBJET

RESSOURCES HUMAINES

ARRETE DU 1 JUILLET 2010 RELATIF A L'OCTROI AUX COMMUNES D'UNE SUB-VENTION PERMETTANT L'ENGAGEMENT DE JEUNES ISSUS DE L'ALTERNANCE AU SEIN DES ADMINISTRATIONS COMMUNALES. – CONVENTION.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2008 accordant des subventions en matière d'insertion professionnelle de jeunes issus de l'Alternance au sein des administrations communales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2009 fixant la répartition des postes et des subventions en matière d'insertion professionnelle de jeunes issus de l'Alternance au sein des administrations communales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2009 fixant la répartition des postes et des subventions en matière d'insertion professionnelle de jeunes issus de l'Alternance au sein des administrations communales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 juillet 2010 fixant la répartition des postes et des subventions en matière d'insertion professionnelle de jeunes issus de l'Alternance au sein des administrations communales ;

Attendu que la convention porte sur la période du 1^{er} septembre 2010 au 31 août 2011 ;

Attendu que pour Auderghem, il s'agit d'un subside de 30.000,00 euros qui servira à couvrir les frais liés à la prise en charge salariale et l'insertion professionnelle de 3 jeunes issus des CEFA et des CDO sous convention de Premier Emploi (CPE type II) de niveau E voir D à durée indéterminée ou déterminée de minimum 6 mois.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE : à l'unanimité

de marquer son accord sur la convention à établir entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem et relative aux modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant maximal de 30.000,00 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 juillet 2010 accordant des subventions en matière d'insertion professionnelle de jeunes issus de l'Alternance au sein des administrations communales.

La présente délibération, en double exemplaire, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/042

44E VOORWERP.

HUMAN RESOURCES BESLUIT VAN 1 JULI 2010 BETREFFENDE DE TOEKENNING AAN DE GEMEENTES VAN EEN SUBSIDIE VOOR DE AANWERVING VAN JONGEREN UIT HET DEELTIJDS ONDERWIJS IN DE GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIE. – OVEREENKOMST.

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet en meer bepaald het artikel 117,

Overwegende het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2008 tot toekenning van subsidies inzake professionele inschakeling jongeren uit instellingen voor alternerend onderwijs bij de gemeentebesturen;

Overwegende het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2009 tot vaststelling van de verdeling van de betrekkingen en van de subsidies inzake professionele inschakeling van jongeren uit instellingen voor alternerend onderwijs bij de gemeentebesturen;

Overwegende het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 2009 tot vaststelling van de verdeling van de betrekkingen en van de subsidies inzake professionele inschakeling van jongeren uit instellingen voor alternerend onderwijs bij de gemeentebesturen;

Overwegende het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 juli 2010 tot vaststelling van de verdeling van de betrekkingen en van de subsidies inzake professionele inschakeling van jongeren uit instellingen voor alternerend onderwijs bij de gemeentebesturen;

Overwegende dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 september 2010 tot 31 augustus 2011.

Overwegende dat het voor Oudergem een subsidie betreft van 30.000 euro die zal dienen om de loonkosten en de kosten voor beroepsinschakeling van 3 jongeren uit de CEFA en de

CDO die zijn in dienst genomen met een startbaanovereenkomst (SBO type II) van niveau E en D voor onbepaalde of bepaalde tijd van minstens 6 maanden, te dekken.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLIST : met eenparigheid

Zijn akkoord te verlenen omtrent de overeenkomst die dient aangegaan te worden tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Oudergem betreffende de regels volgens dewelke aan de begunstigde een maximale subsidie van 30.000 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juli 2010 betreffende de toekenning van subsidies voor de beroepsinschakeling van jongeren uit het alternerend onderwijs bij de gemeentebesturen.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/043

45EME OBJET

CULTURE LIQUIDATION DES SUBVENTIONS PREVUES AU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 2010.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2010 prévoit des dépenses aux articles 762/33202 ;

Attendu que ce document a été approuvé par l'autorité de tutelle ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, à l'unanimité, par ... voix pour ... voix contre ... abstentions

- 1) d'autoriser la liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2010, en faveur des associations suivantes :

| | |
|---|---------|
| Association wallonne de la Woluwe – Auderghem | 300 € |
| Association Amis de la morale laïque | 450 € |
| Kunstonderwijs het Forum | 40 € |
| Davidsfonds – Afdeling Oudergem | 30 € |
| K.W.B. St-Juliaan | 40 € |
| K.A.V. St-Juliaan | 40 € |
| VZW Den Dam | 785 € |
| Amnesty International | 115 € |
| Vie féminine : Blankedelle – St-Julien – Ste-Anne | 120 € |
| Ensemble vocal et instrumental du Blankedelle | 125 € |
| Chorale Amitié | 65 € |
| Ensemble Polyphonia | 535 € |
| Amis de la Forêt de Soignes | 75 € |
| ASBL « Cheval et Forêt » | 25500 € |
| Asbl TRADIDANCE | 325 € |
| Asbl BéDémoniaque | 100 € |

- 2) de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/043

45E VOORWERP

CULTUUR UITBETALING DER TOELAGEN INGESCHREVEN IN DE GEWONE BEGROTING VAN HET DIENSTJAAR 2010.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2010 een uitgave voorziet op artikelen 762/33202;

Gezien dit document goedgekeurd werd door de Hogere Overheid;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met eenparigheid der stemmen

1) De uitkering der toelagen ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2010 ten voordele van volgende verenigingen toe te laten :

| | |
|---|---------|
| « Association wallonne de la Woluwe – Auderghem » | 300 € |
| « Association Amis de la morale laïque » | 450 € |
| Kunstonderwijs het Forum | 40 € |
| Davidfonds – Afdeling Oudergem | 30 € |
| K.W.B. St-Juliaan | 40 € |
| K.A.V. St-Juliaan | 40 € |
| VZW Den Dam | 785 € |
| Amnesty International | 115 € |
| « Vie féminine » : « Blankedelle » - « St-Julien » - « Ste-Anne » | 120 € |
| « Ensemble vocal et instrumental du Blankedelle » | 125 € |
| « Chorale Amitié » | 65 € |
| « Ensemble polyphonia » | 535 € |
| « Amis de la Forêt de Soignes » | 75 € |
| « ASBL Cheval et Forêt » | 25500 € |
| « Asbl TRADIDANCE » | 325 € |
| « ASBL BéDémoniaque » | 100 € |

2) Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/044

46EME OBJET

CULTURE SUBSIDE EN FAVEUR DE L'A.S.B.L. « ASSOCIATION ARTISTIQUE D'AUDERGHEM ».

LE CONSEIL,

Attendu qu'en date du 2 décembre 1983, la commune d'Auderghem a passé une convention avec l'A.S.B.L. « Association Artistique d'Auderghem », par laquelle la première nommée met le Centre Culturel à la disposition de l'A.S.B.L. ;

Attendu que la jouissance de cet édifice par ladite association est faite pour autant :

1. Qu'elle favorise, en matière culturelle, les contacts entre l'initiative privée et les pouvoirs publics ;
2. Qu'elle encourage et assiste les initiatives culturelles dans la commune ;
3. Qu'elle organise des concerts, des conférences, des expositions, des spectacles et toutes autres manifestations artistiques et culturelles ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2010 prévoit, en faveur de l'A.S.B.L., un subside de deux cent trente mille trois cent soixante neuf euros (230.369,00 €) pour réaliser sa mission ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 sur le contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions stipulant que tout subside accordé doit être utilisé aux fins auxquelles il a été prévu ;

Attendu que le bénéficiaire est tenu de transmettre, chaque année, son bilan et son compte ;

Attendu que, en vertu de l'article 4 de la convention du 2 décembre 1983, « l'Association Artistique d'Auderghem » doit soumettre chaque année à la commune le décompte de l'exercice écoulé, le budget du prochain exercice et un exposé des opérations financières réalisées ;

DECIDE : à l'unanimité ;

de marquer son accord sur l'octroi en faveur de l'A.S.B.L. « Association Artistique d'Auderghem » du subsidie de deux cent trente mille trois cent soixante neuf euros (230.369,00 €) à charge pour cette dernière de l'utiliser aux fins stipulées dans la convention et de déposer le compte clôturant l'exercice.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

23.09.2010/A/044

46E VOORWERP

CULTUUR SUBSIDIE TEN GUNSTE VAN DE V.Z.W. "KUNSTVERENIGING VAN OUDERGEM".

DE RAAD,

Gezien dat, op datum van 2 december 1983, de gemeente Oudergem een overeenkomst heeft afgesloten met de V.Z.W. "Kunstvereniging van Oudergem" waarbij eerstgenoemde het Cultureel Centrum ter beschikking stelt van de V.Z.W.;

Gezien dit gebouw door de V.Z.W. zodanig gebruikt wordt:

1. Dat zij inzake cultuur, de contacten bevordert tussen het private initiatief en de openbare machten;
2. Dat zij de culturele initiatieven in de gemeente aanmoedigt en bijstaat;
3. Dat zij concerten, conferenties, tentoonstellingen, spektakels en andere artistieke en culturele manifestaties inricht;

Overwegende dat de gewone begroting van het dienstjaar 2010, ten gunste van de V.Z.W. een subsidie voorziet van tweehonderd dertig duizend drie honderd negenenzestig euro (230.369,00 €) voor het verwezenlijken van haar tak;

Gelet op de wet van 14 november 1983 voor de controle tot het verlenen en het gebruik van bepaalde subsidies die vermeldt dat elke verleende subsidie moet besteed worden voor hetgeen zij werd verleend;

Gezien dat de begunstigde gehouden is ieder jaar zijn balans en zijn rekening over te maken;

Overwegende dat krachtens artikel 4 van de overeenkomst van 2 december 1983, de "Kunstvereniging van Oudergem" ieder jaar aan de gemeente, de rekening van het verlopen jaar, de begroting voor het volgend jaar en de uiteenzetting van de verwezenlijkte verrichtingen, moet voorleggen;

BESLUIT : met eenparigheid der stemmen;

Zijn akkoord te verlenen voor de toekenning, ten gunste van de V.Z.W. "Kunstvereniging van Oudergem" van een subsidie van tweehonderd dertig duizend drie honderd negenenzestig euro (230.369,00 €) om door deze laatste voor de dæleinden gestipuleerd in de overeenkomst aangewend te worden en de rekening die het dienstjaar afsluit neer te leggen.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

23.09.2010/A/045

47EME OBJET

CABINET DU BOURGMESTRE PLAN GENERAL D'URGENCE ET D'INTERVENTION (PGUI) APPROBATION.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 135 ;

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment l'article 2ter ;

Vu l'Arrêté royal du 16 février 2006 modifiant la structure des plans d'urgence et d'intervention ;

Considérant qu'il y a lieu de faire approuver par le Conseil communal le plan général d'urgence et d'intervention ;

Considérant qu'en date du 23 juin 2010, le plan général d'urgence et d'intervention a été présenté par la cellule de sécurité aux différentes disciplines qui ont approuvé le plan dans son ensemble ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE, à l'unanimité,

d'approuver le plan général d'urgence et d'intervention (PGUI).

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Gouverneur de la Région de Bruxelles-Capitale et, sous forme de bref exposé, au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

23.09.2010/A/045

47E VOORWERP

**KABINET VAN HET BURGEMEESTER ALGEMEEN NOOD- EN
INTERVENTIEPLAN (ANIP) –
GOEDKEURING.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald de artikels 119 en 135;

Gelet op de wet van 31 december 1963 op de civiele bescherming, meerbepaald artikel 2ter;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 16 februari 2006 dat de structuur van de nood – en interventieplannen wijzigt;

Overwegende dat er reden is om het gewijzigde nood – en interventieplan door de Gemeenteraad te laten goedkeuren;

Overwegende dat op datum van 23 juni 2010, het algemeen nood- en interventieplan door de Veiligheidscel voorgelegd werd aan de verschillende disciplines die het plan in z'n geheel goedgekeurd hebben;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen,

BESLIST : met éénparigheid,

het algemeen nood- en interventieplan goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gouverneur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en, onder beknopte vorm, aan de Heer Minister-Président van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, afdeling plaatselijke besturen.

48EME OBJET

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2010.

La réunion s'étant écoulée sans observations, le procès-verbal de la séance publique du jeudi 23 septembre 2010 est considéré comme adopté.

48E VOORWERP

GOEDKEURING VAN DE NOTULEN VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG 23 SEPTEMBER 2010.

Gezien de vergadering verlopen is zonder opmerkingen, worden de notulen van de openbare vergadering van donderdag 23 september 2010 beschouwd als aangenomen.

La séance publique est clôturée à 20 h 34.

De openbare zitting is om 20.34 gesloten.

**L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE ET
PLUS PERSONNE NE DEMANDANT LA PAROLE;
LA SEANCE EST LEVEE A 20.36 HEURES.
AINSI FAIT ET DELIBERE EN SEANCE.
GEZIEN DE DAGORDE UITGEPUT IS EN
NIEMAND NOG HET WOORD VRAAGT,**

**WORDT DE ZITTING OPGEHEVEN TE 20.36 UUR.
ALZO BESLOTEN TIJDENS DE ZITTING.**

**Le Secrétaire communal,
De Gemeentsecretaris,**

**Le Président,
De Voorzitter,**

Etienne SCHOONBROODT.

Didier GOSUIN.